



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 10 OCTOBRE 1942

QUEBEC, SATURDAY, OCTOBER 10TH, 1942

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion; sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion; otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
1—1-52

Lettres Patentes

"Ensign Products Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze septembre 1942, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat, Abraham Kastner, comptable agréé, tous deux des cité et district de Montréal, et Lionel Shine, ingénieur, de la cité de Westmount, dudit district, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer des outils, pièces d'outils et instruments de toute nature;

Manufacturer, réparer, restaurer, remettre en bonne condition et autrement faire le commerce de tous outils, pièces d'outils, instruments et autres produits de l'acier, fer ou autres métaux, matières plastiques, verre, bois ou autres métaux, sous le nom de "Ensign Products Inc."

Le montant du capital total de la compagnie est de \$20,000, divisé en 1000 actions de \$10 chacune sans droit de vote connues comme étant les actions de la catégorie "A" et 1000 actions de \$10 chacune avec plein droit de vote connues comme étant les actions de la catégorie "B".

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House, Québec, June 27th, 1940.
1—1-52

Letters Patent

"Ensign Products Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of September, 1942, incorporating: Charles Wolfson, advocate, Abraham Kastner, chartered accountant, both of the City and District of Montreal, and Lionel Shine, engineer, of the City of Westmount, said District, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture tools, tool bits and implements of any nature whatsoever;

To manufacture, repair, restore, re-condition and otherwise deal with all tools, tool bits, implements and other products out of steel, iron or other metals, plastics, glass, wood or other metals, under the name of "Ensign Products Inc."

The amount of the capital stock of the company is \$20,000., divided into 1,000 shares of \$10.00 each non-voting known as category "A" shares and 1,000 shares of \$10.00 each with full voting power known as category "B" shares.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, le onze septembre 1942.

P. FRENETTE,
2131 Assistant-procureur général suppléant.

"Syndicat de Plessisville Limitée"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 11 septembre 1942, constituant en corporation: Abraham M. Klein, Samuel Chait, tous deux avocats, et Freda Pomerance, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les commerces d'importateurs et exportateurs et généralement marchands de vêtements pour hommes, femmes et enfants, marchandises sèches, bottes et chaussures, chapeaux et casquettes, tissus textiles de toutes sortes, et posséder et exploiter des magasins, et agir comme agents, marchands à commission ou représentants pour les besoins desdits commerces, sous le nom de "Syndicat de Plessisville Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000) divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq dollars (\$25) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Plessisville, dans le district d'Arthabaska, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le onze septembre 1942.

P. FRENETTE,
2132 Assistant-procureur général suppléant.

"Victoriaville Specialties Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de septembre 1942, constituant en corporation: Lucien Arcand, gérant d'affaires, Charles-Édouard Larivière et Josaphat Larivière, ces deux derniers ouvriers, tous de Victoriaville, province de Québec, dans les buts suivants:

La fabrication de meubles et de tout autre objet d'ébénisterie, leur vente et l'acquisition des immeubles et de l'outillage nécessaires à cette industrie, sous le nom de "Victoriaville Specialties Ltd.", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Victoriaville, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-huitième jour de septembre 1942.

P. FRENETTE,
2133-o Assistant-procureur général suppléant.

**"Weedon Copper & Pyrite Mines Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est, par les présentes, donné, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 14 septembre 1942, constituant en corporation: Henry Noël Chauvin, avocat et conseil en Loi du Roi, Frank Bernard Chauvin, avocat et conseil en Loi du Roi, tous deux de la cité de Montréal, Jean Martineau, avocat et conseil en Loi du Roi, de Sainte-Généviève de Pierrefonds, Madeline Frances

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September, 1942.

P. FRENETTE,
2131-o Acting Deputy Attorney General.

"Syndicat de Plessisville Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of September, 1942, incorporating: Abraham M. Klein, Samuel Chait, both advocates, and Freda Pomerance, fille majeure, secretary, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of importers and exporters and dealers generally in men's, women's and children's clothing, dry goods, boots and shoes, hats and caps, textile fabrics of all kinds, and to own and operate stores, and to act as agents, commission merchants or representatives for the purposes of such business, under the name of "Syndicat de Plessisville Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty-five dollars (\$25.00) each.

The head office of the company will be at Plessisville, in the District of Arthabaska, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September, 1942.

P. FRENETTE,
2132-o Acting Deputy Attorney General.

"Victoriaville Specialties Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1942, incorporating: Lucien Arcand, business manager, Charles Édouard Larivière and Josaphat Larivière, the two latter workmen, all of Victoriaville, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture furniture and any other article of cabinet-work, to sell the same and acquire the immovable property and equipment required for such business, under the name of "Victoriaville Specialties Ltd.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.), divided into two hundred (200) shares of fifty dollars (\$50.) each.

The head office of the company will be at Victoriaville, District of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of September, 1942.

P. FRENETTE,
2133 Acting Deputy Attorney General.

**"Weedon Copper & Pyrite Mines Limited"
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1942, incorporating: Henry Noel Chauvin, advocate and King's Counsel, Frank Bernard Chauvin, advocate and King's Counsel, both of the City of Montreal, Jean Martineau, advocate and King's Counsel, of Ste. Geneviève de Pierrefonds, Madeline Frances Brennan, stenographer, of the said City of

Brennan, sténographe, de la cité de Montréal, et Christina Imrie, sténographe, de la cité de Westmount, lesdites Madeline Frances Brennan Christina Imrie sont filles majeures, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minéraux;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Weedon Copper & Pyrite Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle)", avec un capital total d'un million de dollars (\$1,000,000), divisé en un million (1,000,000) d'actions d'un dollar (\$1) chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions, tel que stipulé par l'article 6 de ladite Loi.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 14 septembre 1942.

P. FRENETTE,
2134 Assistant-procureur général suppléant.

"Windsor Realty Co. Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize septembre 1942, constituant en corporation: Ancel Blaustein, étudiant, Tom Murray Ogilvie, gérant, et Jean Cohen, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement faire le commerce de biens meubles et de propriétés immobilières, et négocier pour l'achat, la vente, l'échange ou la location de biens meubles et de propriétés immobilières, et, généralement, faire le commerce d'agents d'immeubles dans toutes ses spécialités;

Ériger des bâtisses et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Windsor Realty Co. Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le seize septembre 1942.

P. FRENETTE,
2135 Assistant-procureur général suppléant.

Commission de l'Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 5-H-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Montreal, and Christina Imrie, stenographer, of the City of Westmount, the said Madeline Frances Brennan and Christina Imrie are spinsters of the full age, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals.

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Weedon Copper & Pyrite Mines Limited (No Personal Liability)", with a total capital stock of one million dollars (\$1,000,000.), divided into one million (1,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The shareholders will incur no personal liability in excess of the amount paid or agreed to be paid to the Company for its shares, as provided by Section 6 of the said Act.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1942.

P. FRENETTE,
2134-o Acting Deputy Attorney General.

"Windsor Realty Co. Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1942, incorporating: Ancel Blaustein, student, Tom Murray Ogilvie, manager, and Jean Cohen, secretary, fille majeure et usant de ses droits, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, exchange, lease or otherwise deal in real estate and immoveable property and to negotiate for the purchase, sale, exchange or lease of real estate and immoveable property, and generally to carry on the business of real estate agents in all its branches;

To erect buildings and deal in building materials, under the name of "Windsor Realty Co. Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1942.

P. FRENETTE,
2135-o Acting Deputy Attorney General.

Dairy Industry Commission

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order N° 5-H-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du jeudi, 17 septembre 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Jules Côté et Gilbert Mac-Millan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Germain Beaulieu, conseiller juridique et Oscar Boisvert, inspecteur général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Saint-Hyacinthe;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Saint-Hyacinthe.

2. La région de Saint-Hyacinthe comprend la ville de Saint-Hyacinthe, les municipalités de Saint-Joseph, Saint-Hyacinthe-le-Confesseur et la Providence et, en outre une lisière de terrain d'un demi-mille en profondeur tout autour de la région telle que délimitée.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci \$2.50 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.40 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

5. Sauf les dispositions des articles 6 et 7 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Hyacinthe, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et dix sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Hyacinthe, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et neuf sous la pinte.

7. Le lait non embouteillé ne pourra être vendu à un prix inférieur à trente-six sous le gallon pourvu que la quantité vendue soit de deux gallons et au-dessus. Si la quantité n'atteint pas deux gallons, le prix sera celui fixé par l'article 6.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 5-H-39 de ladite Commission, publiée dans la Gazette officielle de Québec, du 28 octobre 1939, et entre en vigueur le 16 octobre 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la Gazette officielle de Québec.

Signé: MM. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvée par la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre.

D. GORDON,
président.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
2141-o de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 7-H-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 17 septembre 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday, September 17th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Jules Côté and Gilbert Mac-Millan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Germain Beaulieu, legal adviser and Oscar Boisvert, Inspector-General of Dairy products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Saint Hyacinthe;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Saint Hyacinthe.

2. The region of Saint Hyacinthe includes the town of Saint Hyacinthe, the municipalities of Saint Joseph, Saint Hyacinthe the Confessor and Providence and also a strip of land half a mile deep surrounding the above given region.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk, which he receives from them, \$2.50 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.40 net F.O.B. business place of said dealer.

5. Save the provisions of articles 6 and 7 hereunder, no person, shall, within the limits of said region of Saint Hyacinthe, offer sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and ten cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Saint Hyacinthe, offer, sell or deliver bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at a price inferior to five cents a pint and nine cents a quart.

7. No person shall sell milk which is not bottled at a price inferior to thirty six cents a gallon, if the quantity sold is of two gallons or more. If the quantity does not reach two gallons, the price will be the one fixed by article 6.

The present order cancels Order No. 5-H-39 of said Commission, published in the Quebec Official Gazette, for October 28th 1939, and comes into force on October 16th, 1942.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the Quebec Official Gazette.

Signed: Messrs. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade Board.

D. GORDON,
President.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy
2141-o Industry Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Order No. 7-H-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, September 17th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Germain Beaulieu, conseiller juridique et Oscar Boisvert, inspecteur général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Rivière-du-Loup;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Rivière-du-Loup.

2. La région de Rivière-du-Loup comprend la cité de Rivière-du-Loup.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Rivière-du-Loup, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Rivière-du-Loup, offrir, vendre ou livrer, du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à cinq sous et demie la chopine et dix sous la pinte. En ce qui concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où, moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 7-H-39 de la dite Commission publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 28 octobre 1939, et entre en vigueur le 16 octobre 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvée par la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre.

D. GORDON,
président.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
2142-0 de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 8-H-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 17 septembre 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Jules Côté, Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Oscar Boisvert, Inspecteur Général des Produits Laitiers, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Saint-Jean-d'Iberville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Saint-Jean-d'Iberville.

2. La région de Saint-Jean-d'Iberville comprend la ville de Saint-Jean et celle d'Iberville.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

Present: Messrs. Jules Côté and Gilbert MacMillan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Germain Beaulieu, legal adviser and Oscar Boisvert, Inspector-General of Dairy products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Rivière du Loup;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Rivière du Loup.

2. The region of Rivière du Loup includes the city of Rivière du Loup.

3. No person shall, within the limits of said region of Rivière du Loup, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and eleven cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of Rivière du Loup, offer, sell or deliver milk, to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to five and half cents a pint and ten cents a quart. As far as concerns boarding houses, the present article includes only establishments commonly known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

The present order cancels Order No. 7-H-39 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, October 28, 1939, and comes into force on October 16th, 1942.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade Board.

D. GORDON,
President.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy
2142-0 Industry Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUÉBEC

Order No. 8-H-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, September 17th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Oscar Boisvert, Inspector General of Dairy Products, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Saint Jean d'Iberville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sell or delivers milk within the limits of the region of Saint Jean d'Iberville.

2. The region of Saint Jean d'Iberville includes the town of Saint Jean and that of Iberville.

3. Any raw milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk, which he receives from them, \$2.70 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.60 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

5. Sauf les dispositions des articles 6 et 7 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Jean-d'Iberville, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Saint-Jean-d'Iberville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à cinq sous et demi la chopine et dix sous la pinte.

7. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à quarante sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 8-H-42 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 9 mai 1942, et entre en vigueur le 16 octobre 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvée par la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre.

D. GORDON,
président.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
2143-o de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 10-H-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 17 septembre 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Oscar Boisvert, Inspecteur-général des Produits laitiers, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Valleyfield;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Valleyfield.

2. La région de Valleyfield comprend la cité de Salaberry-de-Valleyfield, la municipalité de village du Nouveau-Salaberry et cette partie de la municipalité de la paroisse de St-Timothée présentement connue sous le nom de Nitro.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.60 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.50 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.60 net F.O.B. business place of said dealer.

5. Save the provisions of articles 6 and 7 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Saint Jean d'Iberville, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and eleven cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Saint Jean d'Iberville, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to five and a half cents a pint and ten cents a quart.

7. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to forty cents a gallon.

The present order cancels Order No. 8-H-42 of said Commission, as published in the *Official Gazette of Québec*, for May 9th, 1942, and comes into force on October 16th, 1942.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Québec*.

Signed: MESSRS. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade Board.

D. GORDON,
President.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy
2143-o Industry Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 10-H-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, September 17th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, Oscar Boisvert, Inspector General of Dairy Products, and Germain Beaulieu, Legal Adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Valleyfield;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sell or delivers milk within the limits of the region of Valleyfield.

2. The region of Valleyfield includes the city of Salaberry de Valleyfield, the village municipality of New Salaberry and that part of the parish municipality of St-Timothée actually known under the name of Nitro.

3. Any raw milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk, which he receives from them, \$2.60 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk, which he receives from them, \$2.50 net F.O.B. business place of said dealer.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la dite région de Valleyfield, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Valleyfield, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à cinq sous et demi la chopine et dix sous la pinte.

7. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Valleyfield, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à 40 sous le gallon.

8. La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 10-E-42, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 23 mai 1942, et l'ordonnance N° 10-E-42A publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 27 juin 1942, et entre en vigueur le 16 octobre 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvée par la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre.

D. GORDON,
président.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
2144-o de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 14-H-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 17 septembre 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Jules Côté, Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Oscar Boisvert, Inspecteur Général des Produits Laitiers, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Sorel;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Sorel.

2. La région de Sorel comprend la cité de Sorel et la municipalité du village de St-Joseph.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci \$2.70 net.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.60 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

5. Sauf les dispositions des articles 6 et 7 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sorel, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sorel, offrir, vendre ou livrer du lait, à une épi-

5. Save the provisions of article 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Valleyfield, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and eleven cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Valleyfield, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to five and half cents a pint and ten cents a quart.

7. No person shall, within the limits of said region of Valleyfield, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to 40 cents a gallon.

8. The present order cancels Order No. 10-E-42, published in the *Quebec Official Gazette* of May 23rd, 1942, and Order No. 10-E-42A, published in the *Quebec Official Gazette* of June 27th 1942, and comes into force on October 16th 1942.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade Board.

D. GORDON,
President.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy
2144-o Industry Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 14-H-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, September 17th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Oscar Boisvert, Inspector General of Dairy Products, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Sorel;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Sorel.

2. The region of Sorel includes the city of Sorel and the municipality of the Village of Saint Joseph.

3. Any raw milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk, which he receives from them, \$2.70 net.

4. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk, which he receives from them, \$2.60 net F.O.B. business place of said dealer.

5. Save the provisions of articles 6 and 7 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Sorel, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and eleven cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Sorel, offer, sell or deliver milk to a gro-

cerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, ou à une communauté religieuse, à un prix inférieur à cinq sous et demi la chopine et dix sous la pinte.

7. Le lait non embouteillé ne pourra être vendu à un prix inférieur à trente-six sous le gallon, pourvu que la quantité vendue soit de deux gallons ou au dessus. Si la quantité n'atteint pas deux gallons, le prix sera celui fixé par l'article 6.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 14-H-42 publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 7 mars 1942 et entre en vigueur le 16 octobre 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvée par la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre.

D. GORDON,
président.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
2145-o de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 20-H-42

cery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, or to a religious community, at a price inferior to five and a half cents a pint and ten cents a quart.

7. No person shall sell milk which is not bottled at a price inferior to thirty-six cents a gallon if the quantity sold is of two gallons or more. If the quantity does not reach two gallons, the price will be the one fixed by article 6.

The present order cancels Order No. 14-H-42 published in the *Quebec Official Gazette*, dated March 7th, 1942, and comes into force on October 16th, 1942.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade Board.

D. GORDON,
President.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy
2145-o Industry Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 20-H-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 17 septembre 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Oscar Boisvert, Inspecteur-général des Produits laitiers, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région d'Asbestos;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région d'Asbestos.

2. La région d'Asbestos comprend la municipalité du village d'Asbestos, situé dans le comté de Richmond.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.40 net et tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.25 net.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région d'Asbestos, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et dix sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région d'Asbestos, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et neuf sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 20-H-39A de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 30 décembre 1939 et entre en vigueur le 16 octobre 1942.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, September 17th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, Oscar Boisvert, Inspector General of Dairy Products, and Germain Beaulieu, Legal Adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Asbestos;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Asbestos.

2. The region of Asbestos includes the municipality of the village of Asbestos, located in the county of Richmond.

3. Any raw milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$2.40 net and any pasteurized milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$2.25 net.

4. No person shall, within the limits of said region of Asbestos, offer, sell or deliver bottled milk at prices inferior to six cents a pint and ten cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Asbestos, offer, sell or deliver bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to five cents a pint and nine cents a quart.

The present order cancels Order No. 20-H-39A of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec*, for December 30th, 1939, and comes into force on October 16th, 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvée par la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre.

D. GORDON,
président.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
2146-o de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 22-H-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 17 septembre 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Jules Côté, Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Germain Beaulieu, conseiller juridique et Oscar Boisvert, Inspecteur Général des Produits Laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Beauharnois;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Beauharnois.

2. La région de Beauharnois, comprend la ville de Beauharnois et la municipalité du village de Lac-Saint-Louis, dans le comté de Beauharnois.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.40 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Beauharnois, offrir, vendre ou livrer, à son domicile, ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et dix sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Beauharnois, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et neuf sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 22-E-39 de ladite Commission publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 13 mai 1939 et entre en vigueur le 16 octobre 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvée par la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre.

D. GORDON,
président.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
2147-o de l'Industrie Laitière.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade Board.

D. GORDON,
President.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy
2146-o Industry Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 22-H-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, September 17th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Germain Beaulieu, legal adviser, and Oscar Boisvert, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Beauharnois;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Beauharnois.

2. The region of Beauharnois includes the town of Beauharnois, and the village municipality of Saint Louis Lake, in the county of Beauharnois.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$2.40 net F.O.B. business place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said region of Beauharnois, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to six cents a pint and ten cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Beauharnois, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to five cents a pint and nine cents a quart.

The present order cancels Order No. 22-E-39 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* of May 13th 1939, and comes into force on October 16th, 1942.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade Board.

D. GORDON,
President.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy
2147-o Industry Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 24-H-42

Order No. 24-H-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 17 septembre 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Jules Côté, Gilbert Mac-Millan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Oscar Boisvert, Inspecteur-général des Produits laitiers, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Bromptonville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Bromptonville.

2. La région de Bromptonville comprend la ville de Bromptonville.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Bromptonville, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et dix sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Bromptonville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et neuf sous la pinte. En ce qui concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom, où, moyennant une considération pécunière, on sert trente repas ou plus par jour.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 24-E-38 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 28 mai 1938, et entre en vigueur le 16 octobre 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvée par la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre.

D. GORDON,
président.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

2148-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 25-H-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 17 septembre 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Jules Côté et Gilbert Mac-Millan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Oscar Boisvert, inspecteur-général des produits laitiers, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, September 17th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Jules Côté and Gilbert Mac-Millan, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, Oscar Boisvert, Inspector General of Dairy Products, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Bromptonville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells, or delivers milk within the limits of the region of Bromptonville.

2. The region of Bromptonville includes the town of Bromptonville.

3. No person shall, within the limits of said region of Bromptonville, offer, sell or deliver at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to six cents a pint and ten cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of Bromptonville, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to five cents a pint and nine cents a quart. As far as concerns boarding-houses, the present article includes only establishments commonly known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

The present order cancels Order No. 24-E-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* for May 28, 1938, and comes into force on October 16th, 1942.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: MESSRS. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade Board.

D. GORDON,
President.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy
Industry Commission.

2148-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 25-H-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, September 17th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Jules Côté and Gilbert Mac-Millan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Oscar Boisvert, Inspector-General of Dairy products, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Brownsburg;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Brownsburg.

2. La région de Brownsburg comprend le village de Brownsburg.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.40 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.30 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la dite région de Brownsburg, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et dix sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de la région de Brownsburg, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à cinq sous la chopine et neuf sous la pinte. En ce qui concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où, moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 25-H-40 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 14 décembre 1940 et entre en vigueur le 16 octobre 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvée par la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre.

D. GORDON,
président.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
2149-o de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 32-H-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 17 septembre 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Jules Côté, Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Oscar Boisvert, Inspecteur-général des Produits laitiers, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Windsor Mills;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Windsor Mills.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Brownsburg;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Brownsburg.

2. The region of Brownsburg includes the village of Brownsburg.

3. Any raw milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.40 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.30 net F.O.B. business place of said dealer.

5. Save the provisions of article 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Brownsburg, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to six cents a pint and ten cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Brownsburg, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to five cents a pint and nine cents a quart. As far as concerns boarding-houses, the present article includes only establishments commonly known as boarding-houses where for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

The present order cancels Order No. 25-H-40 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, December 14th, 1940, and comes into force on October 16th, 1942.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: MESSRS. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade Board.

D. GORDON,
President.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy
2149-o Industry Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUÉBEC

Order No. 32-H-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, September 17th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Presents: Messrs. Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, Oscar Boisvert, Inspector General of Dairy Products, and Germain Beaulieu, Legal Adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Windsor Mills;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Windsor Mills.

2. La région de Windsor Mills comprend la municipalité de la ville de Windsor et celle de Saint-François-Xavier-de-Brompton, toutes deux dans le comté de Richmond.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Windsor Mills, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Windsor Mills, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à cinq sous et demi la chopine et dix sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Windsor Mills, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon, à des prix inférieurs à quarante sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 32-H-39 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 18 novembre 1939, et entre en vigueur le 16 octobre 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvée par la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre.

D. GORDON,
président.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 34-H-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 17 septembre 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Oscar Boisvert, inspecteur-général des produits laitiers, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région d'East Angus;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement vend ou livre du lait dans les limites de la région d'East Angus.

2. La région d'East Angus comprend la ville d'East Angus.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région d'East Angus, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et dix sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région d'East Angus, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et neuf sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 34-E-39 de ladite Commission publiée dans

2. The region of Windsor Mills includes the municipality of the town of Windsor and that of Saint François Xavier de Brompton, both in the county of Richmond.

3. No person shall, within the limits of said region of Windsor Mills, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and eleven cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of Windsor Mills, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to five and a half cents a pint and ten cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Windsor Mills, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to forty cents a gallon.

The present order cancels Order No. 32-H-39 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, for November 18th, 1939, and comes into force October 16th, 1942.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade Board.

D. GORDON,
President.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy
Industry Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 34-H-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, September 17th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Jules Côté and Gilbert MacMillan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Oscar Boisvert, Inspector-General of Dairy products, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of East Angus;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of East Angus.

2. The region of East Angus includes the town of East Angus.

3. No person shall, within the limits of said region of East Angus, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to six cents a pint and ten cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of East Angus, offer, sell or deliver to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, milk at prices inferior to five cents a pint and nine cents a quart.

The present order cancels Order No. 34-E-39 of said Commission, published in the *Quebec*

la Gazette officielle de Québec du 13 mai 1939 et entre en vigueur le 16 octobre 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la Gazette officielle de Québec.

Signé: MM. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvée par la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre.

D. GORDON,
président.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
2151-o de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 46-H-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 17 septembre 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Jules Côté, Gilbert Mac-Millan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Germain Beaulieu, conseiller juridique et Oscar Boisvert, Inspecteur Général des Produits Laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Rimouski;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Rimouski.

2. La région de Rimouski comprend la ville de Rimouski, la municipalité de Rimouski Est, les paroisses de St-Robert, Ste-Odile et Nazareth.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.60 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Rimouski, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Rimouski, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à cinq sous et demi la chopine et dix sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 46-E-42A, publiée dans la Gazette officielle de Québec du 30 mai 1942, et entre en vigueur le 16 octobre 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la Gazette officielle de Québec.

Signé: MM. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvée par la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre.

D. GORDON,
président.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
2156-o de l'Industrie Laitière.

Official Gazette of May 13th, 1939 and comes into force on October 16th, 1942.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the Quebec Official Gazette.

Signed: Messrs. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade Board.

D. GORDON,
President.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy
2151-o Industry Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 46-H-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, September 17th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Jules Côté and Gilbert Mac-Millan, Commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Germain Beaulieu, legal adviser, and Oscar Boisvert, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Rimouski;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Rimouski.

2. The region of Rimouski includes the town of Rimouski, the municipality of Rimouski East, the parishes of St. Robert, St. Odile and Nazareth.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them \$2.60 net F.O.B. business place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said region of Rimouski, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and eleven cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Rimouski, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to five and a half cents a pint and ten cents a quart.

The present order cancels Order No. 46-E-42A published in the Quebec Official Gazette dated May 30th, 1942, and comes into force on October 16th, 1942.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the Quebec Official Gazette.

Signed: Messrs. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade Board.

D. GORDON,
President.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy
2156-o Industry Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance No 35-H-42

Order No. 35-H-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 17 septembre 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Jules Côté, Gilbert Mac-Millan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire Oscar Boisvert, Inspecteur Général des Produits Laitiers, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Granby;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne, qui directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Granby.

2. La région de Granby comprend la cité de Granby.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.60 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.50 net F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Granby, offrir, vendre ou livrer à domicile du lait embouteillé à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Granby, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à cinq sous et demi la chopine et dix sous la pinte.

7. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à quarante sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 35-H-42 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 9 mai 1942, et entre en vigueur le 16 octobre 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvée par la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre.

D. GORDON,
président.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

2152-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 41-H-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 17 septembre 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, September 17th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Jules Côté and Gilbert Mac-Millan, Commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Oscar Boisvert, Inspector General of Dairy Products, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Granby;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Granby.

2. The region of Granby includes the city of Granby.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.60 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them \$2.50 net F.O.B. business place of said dealer.

5. No person shall, within the limits of said region of Granby, offer, sell or deliver bottled milk at home at prices inferior to six cents a pint and eleven cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Granby, offer, sell or deliver bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to five and a half cents a pint and ten cents a quart.

7. No person shall sell or deliver milk in bulk at prices inferior to forty cents per gallon.

The present order cancels Order No. 35-H-42 of said Commission, as published in the *Official Gazette of Quebec*, for May 9th 1942, and comes into force on October 16th 1942.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: MESSRS. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade Board.

D. GORDON,
President.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy
Industry Commission.

2152-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 41-H-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, September 17th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Jules Côté, Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Oscar Boisvert, Inspecteur Général des Produits Laitiers, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Magog;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Magog.

2. La région de Magog comprend la cité de Magog.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.60 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.50 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Magog, offrir, vendre ou livrer à domicile du lait embouteillé à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Magog, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à cinq sous et demi la chopine et dix sous la pinte.

7. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à quarante sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 41-E-42 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 13 juin 1942, et entre en vigueur le 16 octobre 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvée par la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre.

D. GORDON,
président.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
2153-o de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 42-H-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 17 septembre 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Oscar Boisvert, inspecteur-général des produits laitiers, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Marieville, comté de Rouville;

Present: Messrs. Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Oscar Boisvert, Inspector General of Dairy Products, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Magog;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Magog.

2. The region of Magog includes the city of Magog.

3. Any raw milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.60 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.50 net F.O.B. business place of said dealer.

5. No person shall, within the limits of said region of Magog, offer, sell or deliver bottled milk at home at prices inferior to six cents a pint and eleven cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Magog, offer, sell or deliver bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to five and a half cents a pint and ten cents a quart.

7. No person shall sell or deliver milk in bulk at prices inferior to forty cents per gallon.

The present order cancels Order No. 41-E-42 of said Commission, as published in the *Official Gazette of Quebec*, for June 13th, 1942, and comes into force on October 16th, 1942.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: MESSRS. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade Board.

D. GORDON,
President.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy
2153-o Industry Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUÉBEC

Order No. 42-H-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, September 17th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Jules Côté and Gilbert MacMillan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Oscar Boisvert, Inspector-General of Dairy products, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Marieville, county of Rouville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Marieville.

2. La région de Marieville comprend le territoire de la municipalité de ville de Marieville, comté de Rouville.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Marieville, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires, ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et neuf sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 42-E-39 de ladite Commission publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 13 mai 1939, et entre en vigueur le 16 octobre 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvée par la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre.

D. GORDON,
président.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
2154-o de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 48-H-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 17 septembre 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Oscar Boisvert, inspecteur-général des produits laitiers, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Stanstead;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Stanstead.

2. La région de Stanstead comprend les municipalités de Stanstead, de Rock Island et de Beebe.

3. Sauf les dispositions de l'article 4 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Stanstead, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Stanstead, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à un prix inférieur à cinq sous et demi la chopine et 10 sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 48-E-39 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 13 mai 1939, et entre en vigueur le 16 octobre 1942.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Marieville.

2. The region of Marieville includes the territory of the municipality of the town of Marieville, county of Rouville.

3. No person shall, within the limits of said region of Marieville, offer, sell or deliver milk, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, at prices inferior to five cents a pint and nine cents a quart.

The present order cancels Order No. 42-E-39 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* of May 13th, 1939, and comes into force on October 16th, 1942.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade Board.

D. GORDON,
President.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy
2154-o Industry Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUÉBEC

Order No. 48-H-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, September 17th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Jules Côté and Gilbert MacMillan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Oscar Boisvert, Inspector-General of Dairy products, and Germain Beaulieu, legal adviser.

After having considered the conditions of the dairy industry within the region of Stanstead;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Stanstead.

2. The region of Stanstead includes the municipalities of Stanstead, Rock Island and Beebe.

3. Save the provisions of article 4 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Stanstead, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to six cents a pint and eleven cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of Stanstead, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to five and half cents a pint and ten cents a quart.

The present order cancels Order No. 48-E-39 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, of May 13th 1939, and comes into force on October 16th, 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvée par la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre.

D. GORDON,
président.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
2157-o de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC
Ordonnance N° 43-H-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 17 septembre 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Jules Côté, Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Oscar Boisvert, Inspecteur-général des Produits laitiers, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Montmagny;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Montmagny.

2. La région de Montmagny comprend la ville de Montmagny et, contiguë à la ville de Montmagny, une lisière de terrain d'un demi-mille en profondeur de la municipalité de Saint-Thomas-de-la-Pointe-à-la-Caille, dans le district judiciaire de Montmagny.

3. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Montmagny, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine, et dix sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 43-H-39 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 18 novembre 1939, et entre en vigueur le 16 octobre 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvée par la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre.

D. GORDON,
président.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
2155-o de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC
Ordonnance N° 57-H-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 17 septembre 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade Board.

D. GORDON,
President.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy
2157-o Industry Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC
Order No. 43-H-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, September 17th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, Oscar Boisvert, Inspector General of Dairy Products, and Germain Beaulieu, Legal Adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Montmagny;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Montmagny.

2. The region of Montmagny includes the town of Montmagny, and a strip of land half a mile deep forming part of the municipality of Saint-Thomas de la Pointe à la Caille, in the judicial district of Montmagny.

3. No person shall, within the limits of said region of Montmagny, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint, and ten cents a quart.

The present order cancels Order No. 43-H-39 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, for November 18th, 1939, and comes into force on October 16th, 1942.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade Board.

D. GORDON,
President.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy
2155-o Industry Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC
Order No. 57-H-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, September 17th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Jules Côté et Gilbert Mac-Millan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Oscar Boisvert, inspecteur-général des produits laitiers, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Victoriaville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Victoriaville.

2. La région de Victoriaville comprend la ville de Victoriaville et la paroisse de Ste-Victoire.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.40 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.30 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

5. Sauf les dispositions des articles 6 et 7 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Victoriaville, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et dix sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Victoriaville, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et neuf sous la pinte.

7. Le lait non embouteillé ne pourra être vendu à un prix inférieur à trente-deux sous le gallon, pourvu que la quantité vendue soit de deux gallons et au-dessus. Si la quantité n'atteint pas deux gallons, le prix sera celui fixé par l'article 6.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 57-H-40 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 14 décembre 1940, et entre en vigueur le 16 octobre 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvée par la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre.

D. GORDON,
président.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière
2158-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 64-H-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 17 septembre 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Jules Côté et Gilbert Mac-Millan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Germain Beaulieu, conseiller juridique et Oscar Boisvert, Inspecteur-Général des Produits Laitiers.

Present: Messrs. Jules Côté and Gilbert Mac-Millan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Oscar Boisvert, Inspector-General of Dairy products, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Victoriaville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Victoriaville.

2. The region of Victoriaville includes the town of Victoriaville and the parish of Sainte Victoire.

3. Any raw milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.40 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.30 net F.O.B. business place of said dealer.

5. Save the provisions of articles 6 and 7 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Victoriaville, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and ten cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Victoriaville, offer, sell or deliver bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at a price inferior to five cents a pint and nine cents a quart.

7. No person shall sell milk which is not bottled at a price inferior to thirty-two cents a gallon if the quantity sold is of two gallons or more. If the quantity does not reach two gallons, the price will be the one fixed by article 6.

The present order cancels Order No. 57-H-40 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, of December 14th, 1940, and comes into force on October 16th, 1942.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade Board.

D. GORDON,
President.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy
Industry Commission.
2158-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUÉBEC

Order No. 64-H-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, September 17th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Jules Côté and Gilbert Mac-Millan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Germain Beaulieu, legal adviser, and Oscar Boisvert, Inspector General of Dairy Products.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Farnham;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Farnham.

2. La région de Farnham comprend la municipalité de la ville de Farnham.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.60 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de ladite région de Farnham, offrir, vendre, ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Farnham, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à cinq sous et demi la chopine et dix sous la pinte.

7. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Farnham, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à trente-huit sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 64-E-42, de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 23 mai 1942, et entre en vigueur le 16 octobre 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvée par la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre.

D. GORDON,
président.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

2159-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 68-H-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 17 septembre 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Jules Côté, Gilbert Mac-Millan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Germain Beaulieu, conseiller juridique et Oscar Boisvert, inspecteur général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Plessisville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne, qui directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Plessisville.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Farnham;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Farnham.

2. The region of Farnham includes the town of Farnham.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.70 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.60 net F.O.B. business place of said dealer.

5. Save the provisions of article 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Farnham, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and eleven cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Farnham, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to five and a half cents a pint and ten cents a quart.

7. No person shall, within the limits of said region of Farnham, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to thirty-eight cents a gallon.

The present order cancels Order No. 64-E-42 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, for May 23rd, 1942, and comes into force on October 16th, 1942.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade Board.

D. GORDON,
President.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy
Industry Commission.

2159-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 68-H-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, September 17th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Jules Côté and Gilbert Mac-Millan, Commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Germain Beaulieu, legal adviser and Oscar Boisvert, Inspector-General of Dairy products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Plessisville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region or Plessisville.

2. La région de Plessisville comprend la municipalité de village de Plessisville.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.15 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la dite région de Plessisville, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à cinq sous la chopine, et neuf sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Plessisville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Plessisville, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à trente-deux sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 318 de ladite Commission publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 20 novembre 1937, et entre en vigueur le 16 octobre 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvée par la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre.

D. GORDON,
président.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
2160-o de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 69-H-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 17 septembre 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Jules Côté, Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Oscar Boisvert, Inspecteur Général des Produits Laitiers, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région d'Arthabaska:

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région d'Arthabaska.

2. La région d'Arthabaska comprend la ville d'Arthabaska.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région d'Arthabaska, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et neuf sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 297 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 11 décembre 1937, et entre en vigueur le 16 octobre 1942.

2. The region of Plessisville includes the village municipality of Plessisville.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk, which he receives from them, \$2.15 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Plessisville, offer, sell or deliver milk at prices inferior to five cents a pint, and nine cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Plessisville, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to four cents a pint, and eight cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Plessisville, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to thirty two cents a gallon.

The present order cancels Order No. 318 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* of November 20th, 1937, and comes into force on October 16th, 1942.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade Board.

D. GORDON,
President.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy
2160-o Industry Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Order No. 69-H-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, September 17th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Oscar Boisvert, Inspector General of Dairy Products, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Arthabaska:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Arthabaska.

2. The region of Arthabaska includes the town of Arthabaska.

3. No person shall, within the limits of said region of Arthabaska, offer, sell or deliver milk at his home or at his business place or at the home of the purchaser, at prices inferior to five cents a pint and nine cents a quart.

The present order cancels Order No. 297 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* of December 11th, 1937, and comes into force on October 16th, 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvée par la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre.

D. GORDON,
président.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
2161-o de l'Industrie Laitière.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade Board.

D. GORDON,
President.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy
2161-o Industry Commission.

Action en séparation de biens

Action for separation as to property

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, N° 1211. Dame Germaine Choinière, épouse commune en biens de Charles Leduc, journalier de la cité de Granby, district de Bedford, demanderesse, vs ledit Charles Leduc, journalier des mêmes lieu et endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur.

Granby, le 30 septembre, 1942.

Le procureur de la demanderesse,
2162-o P. E. DELANEY.

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court, No. 1211. Dame Germaine Choinière, wife common as to property of Charles Leduc, laborer of the city of Granby, district of Bedford, Plaintiff, vs The said Charles Leduc, laborer of the city of Granby, district of Bedford, Defendant.

An action in separation as to property was taken this day, against defendant.

Granby, September 30th, 1942.

" P. E. DELANEY,
2162-o Attorney for Plaintiff.

Avis divers

Miscellaneous Notices

AVIS

NOTICE

Avis est par les présentes donné par la Cité de Verdun que, en conformité avec l'article 173—tel qu'amendé pour la cité de Verdun—du Chapitre 233 de la Loi des Cités et Villes, elle présentera au Lieutenant-Gouverneur une requête pour changer la date de la présentation des candidats à une élection générale.

Cette présentation aura lieu, à l'avenir, le onzième jour précédant le jour de l'élection, de midi à deux heures p.m.

Si ce jour est férié, elle aura lieu le premier jour juridique qui suit cette date, aux mêmes heures.

30 septembre 1942.

Les procureurs de la dite cité de Verdun,
2108-40-4-o FAUTEUX, BISSONNET & FAUTEUX.

Province de Québec.

CITÉ DE THETFORD MINES.

AVIS DE CHANGEMENT DE DATE DES ÉLECTIONS.

Extrait des délibérations d'une séance régulière mensuelle des membres du conseil municipal de la cité de Thetford Mines, tenue le 1er jour d'octobre 1942, à laquelle étaient présents Son Honneur le Maire Gédéon Fillion et MM. les échevins Bolduc, Argouin, Boutin, Roberge, Labrecque, Côté et Loignon.

Attendu qu'il est de l'intérêt des contribuables de la cité de Thetford Mines, de changer la date des élections pour le Maire et les échevins de la cité de Thetford Mines;

Attendu que la date actuelle des élections, soit le premier jour juridique de février, a empêché dans le passé bien des contribuables d'exercer leur droit de vote à cause des intempéries de la saison d'hiver;

Notice is hereby given by the City of Verdun, that in accordance with article 173—as amended for the City of Verdun—of chapter 233 of the Cities and Towns Act, it will make application to the Lieutenant-Governor to change the date of the nomination of candidates for a general election.

Said appointment shall, in future, take place on the eleventh day previous to election-day, from noon to two o'clock P.M.

If the said day is a holiday, it shall take place on the first juridical day following said date, at the same hours.

September 30th, 1942.

FAUTEUX, BISSONNET & FAUTEUX,
2108-40-4 Attorneys for said City of Verdun.

Province of Quebec.

CITY OF THETFORD MINES.

NOTICE OF CHANGE OF DATE OF ELECTIONS.

Excerpt from the Minutes of a regular monthly meeting of the members of the Municipal Council of the City of Thetford Mines, held the 1st day of October, 1942, whereat were present His Honour the Mayor Gédéon Fillion and the Aldermen Messrs.: Bolduc, Argouin, Boutin, Roberge, Labrecque, Côté and Loignon.

Whereas it is in the interest of the taxpayers of the City of Thetford Mines, to change the date of the elections for Mayor and Aldermen of the City of Thetford Mines;

Whereas the present date of elections, namely the first juridical day of February, has in the past prevented many of the taxpayers from exercising their right to vote due to the inclemency of the winter season;

Attendu qu'en vertu de la loi des cités et villes, l'article 173 de ladite loi permet au Lieutenant-Gouverneur, sur requête, de changer la date des élections, par lettres patentes;

Proposé par l'échevin Labrecque,
Appuyé par l'échevin Loignon,

Que les procédures requises soient préparées par l'avocat de la cité de Thetford pour fixer la date des élections municipales de la cité de Thetford Mines, au deuxième lundi du mois de mai de chaque année ou au premier jour juridique suivant, au lieu du premier jour juridique de février. Le terme de deux ans du Maire et des échevins actuels n'est prolongé de trois mois que pour les fins nécessaires du changement de date des élections.

Adopté.

Signé: Le maire,
GÉDÉON FILLION.

" Le sec.-trésorier,
HON. GILBERT.

(Seau)

Vraie copie.

HON. GILBERT,
Secrétaire-trésorier. 2138-41-4-0

MONTREAL ARENA COMPANY

Distribution de l'actif et abandon de charte

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de Québec, qu'à la date du 30 juillet 1942, les actionnaires de la compagnie de "Montreal Arena Company" ont approuvé les règlements numéros 49 et 50 pourvoyant à la vente de ses biens, au paiement de ses dettes et à la distribution au pro rata de son actif entre ses actionnaires; que cette distribution sera faite quinze jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*; et que subséquemment la compagnie s'adressera au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, pour leur demander la permission d'abandonner sa charte à une date qui sera fixée par le procureur général et le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce.

Daté à Montréal, le 6 octobre 1942.

2168 Le vice-président & directeur-gérant,
WILLIAM NORTHEY.

BROWN CORPORATION

Règlement N° XXXI augmentant le nombre des directeurs de sept à neuf

Qu'il soit ordonné et il est, par les présentes, décrété comme étant un règlement de la Brown Corporation que le nombre des directeurs de la corporation soit, par les présentes, augmenté de sept (7) à neuf (9).

Decrété ce vingt-neuvième jour de septembre 1942.

Le secrétaire-trésorier,
O. B. BROWN.

Certifié copie conforme du règlement XXXI dûment décrété par les directeurs de la Brown Corporation et approuvé par le vote d'au moins les deux-tiers en valeur des actions représentée par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la Brown

Whereas under the provisions of the Cities and Towns Act, article 173 of the said Act permits the Lieutenant-Governor, upon request, to change the date of the elections, by letters patent;

Moved by Alderman Labrecque,
- Seconded by Alderman Loignon,

That the required procedures be prepared by the advocate of the city of Thetford Mines to fix the date of the Municipal elections of the City of Thetford Mines, to the second Monday of the month of May of each year or to the first juridical day following, instead of the first juridical day of February. The present two-year term for Mayor and Aldermen is extended three months, only for purposes required for the changing of the date of the elections.

Adopted.

Signed: GÉDÉON FILLION,
Mayor.

" HON. GILBERT,
Secretary Treasurer.

(Seal)

True Copy.

HON. GILBERT,
Secretary-Treasurer. 2138-41-4

MONTREAL ARENA COMPANY

Distribution of Assets and Surrender of Charter

Notice is hereby given under the Quebec Companies' Act that on 30th July, 1942, the shareholders of Montreal Arena Company approved By-laws Numbers 49 and 50 providing for the sale of its property, the payment of its debts and the distribution of its assets rateably among its shareholders; that such distribution shall be made after fifteen days after the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*; and that the Company will thereafter apply to the Attorney-General and Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, for leave to surrender its charter on and from a date to be fixed by the Attorney-General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce.

Dated at Montreal, this 6th day of October, 1942.

2168-0 WILLIAM NORTHEY,
Vice-President & Managing-Director.

BROWN CORPORATION

By-law No. XXXI increasing the number of Directors from seven to nine

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of Brown Corporation that the number of Directors of the Corporation is hereby increased from seven (7) to nine (9).

Enacted this twenty-ninth day of September, 1942.

O. B. BROWN,
Secretary-Treasurer.

Certified a true copy of By-law XXXI duly enacted by the Directors of Brown Corporation and approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a Special General Meeting of the shareholders of Brown Corporation called

Corporation convoquée pour considérer ce règlement, et tenue en la cité de Québec le deuxième jour d'octobre 1942.

[Sceau]
2179

Le secrétaire,
O. B. BROWN.

for considering the By-law, held at the city of Quebec on the second day of October, 1942.

[Seal]
2179-o

O. B. BROWN,
Secretary.

Chartes—Abandon de

ST. LAWRENCE CONSTRUCTION COMPANY LIMITED

Avis est par les présentes donné que la Compagnie susdite demandera la permission d'abandonner sa charte sous la section 26 de la Loi des Compagnies de Québec.

Montréal, 29 septembre 1942.

2136-o

Le secrétaire,
RENÉ THOMAS.

Charters—Surrender of

ST. LAWRENCE CONSTRUCTION COMPANY LIMITED

Notice is hereby given that the aforesaid Company will apply for leave to surrender its charter under section 26 of the Quebec Companies Act.

Montreal, 29th September, 1942.

2136-o

RENÉ THOMAS,
Secretary.

Avis public est par les présentes donné que Argentum Limited, conformément à l'article 26 de la Loi des Compagnies de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte pour en obtenir l'annulation et la fixation d'une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Montréal, le 6 octobre 1942.

Les procureurs de Argentum Limited,
2139-o CAMPBELL, WELDON, KERRY & RINFRET.

Public notice is hereby given that Argentum Limited will, pursuant to Section 26 of the Quebec Companies' Act, apply for leave to surrender its charter with a view to its cancellation and to have a day fixed upon and from which the Company shall be dissolved.

Montreal, October 6th, 1942.

CAMPBELL, WELDON, KERRY & RINFRET,
2139-o Attorneys for Argentum Limited.

AVIS

Conformément aux prescriptions de la loi des Compagnies de Québec, la compagnie "The Sphinx Company Limited" donne avis public par les présentes qu'elle demandera à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de sa charte, à telle date qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fixer.

Montréal, ce 21 septembre 1942.

2140-o

Le secrétaire-trésorier,
ALFRED G. SINEL.

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies Act, "The Sphinx Company Limited" hereby gives public notice that it will make application to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for the acceptance of the surrender of its charter, on and from a day to be fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

Montreal, this 21st day of September, 1942.

2140-o

ALFRED G. SINEL,
Secretary-Treasurer.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Realty and Industrial Corporation" a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux qui sont accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujets aux formalités prescrites par les lois actuellement en vigueur dans cette province.

Le siège social de la corporation en la province de Québec est établi à Chambre 1008, 465, rue St-Jean, cité de Montréal.

L'agent principal de la compagnie en ladite province aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle dans les limites de la province de Québec, est M. W. H. Robertson, de la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, le 24 septembre 1942.

2180

Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

Company authorized to do Business

Notice is hereby given that the company "Realty and Industrial Corporation" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this Province.

The principal office of the Corporation in the Province of Quebec is established at Room 1008, 465 St. John Street, in the City of Montreal.

Its chief agent in said Province for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against the said Company within the Province of Quebec, is Mr. W. H. Robertson, of the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of September, 1942.

2180-o

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Département de l'Instruction publique Department of Public Instruction

N° 1078-42

Québec, le 26 septembre 1942.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de St-Ambroise, dans le comté de Québec, en celui de St-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette. 2115-40-2-o

No. 1078-42

Quebec, September 26th, 1942.

Application is made to change the name of the School Municipality of St-Ambroise, County of Quebec, to that of St-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette. 2115-40-2

Minutes de notaires

Notarial Minutes

Avis est, par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par monsieur André Dumont, notaire demeurant et pratiquant à Maskinongé, district judiciaire des Trois-Rivières, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Joseph-Albert-Alfred Lemyre, en son vivant notaire de Maskinongé, district judiciaire des Trois-Rivières.

Québec, ce 29 septembre 1942.

Le sous-secrétaire de la Province,
2106-40-5-o JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. André Dumont, notary, residing and practising at Maskinongé, judicial district of Trois-Rivières, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Joseph Albert Alfred Lemyre, in his lifetime Notary of Maskinongé, judicial district of Trois-Rivières.

Quebec, this 29th September, 1942.

JEAN BRUCHESI,
2106-40-5 Under Secretary of the Province.

Nominations

Appointments

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 21 août 1942.

MM. G. Casaubon et D. Dethier: vérificateurs au Bureau du revenu, à compter du 1er avril 1942.

Québec, 10 septembre 1942.

M. J.-Dalma Landry, avocat et conseil en loi du Roi, de Sherbrooke: magistrat de district pour le district de Saint-François et avec, en outre, juridiction concurrente avec les autres magistrats de district dans toute l'étendue de la Province, et ce à compter du 1er octobre 1942.

M. Léonce Cliche, avocat et conseil en loi du Roi, de St-Joseph-de-Beauce: magistrat de district pour le district de Beauce et avec, en outre, juridiction concurrente avec les autres magistrats de district dans toute l'étendue de la Province, et ce à compter du 1er octobre 1942.

Québec, 25 septembre 1942.

M. Alphonse Roy, de La Tuque, greffier de la Cour de magistrat: député-protonotaire de la Cour supérieure du district de Québec, seulement pour les fins:

a) de remplacer le protonotaire de la Cour supérieure du district de Québec, durant les termes et séances de la Cour supérieure et des juges de ce tribunal, à La Tuque;

b) d'exercer, à La Tuque, tous les pouvoirs que le protonotaire de la Cour supérieure du district de Québec a l'autorité d'y exercer pour ce qui concerne l'examen des débiteurs après jugement, l'examen préalable des parties et les déclarations des tiers-saisis.

M. Percy Verge, de Carleton Centre: député-registrateur de la division d'enregistrement numéro 2 de Bonaventure.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by commission, to make the following appointments:

Quebec, August 21st, 1942.

Messrs. G. Casaubon and D. Dethier: to be Auditors at the Revenue Department, from and after the 1st of April 1942.

Quebec, September 10th, 1942.

Mr. J. Dalma Landry, advocate and King's Counsel, of Sherbrooke: to be District Magistrate for the District of Saint Francis and with, moreover, concurrent jurisdiction with the other District Magistrates throughout the Province and such, from and after the 1st of October, 1942.

Mr. Léonce Cliche, advocate and King's Counsel, of St. Joseph de Beauce: to be District Magistrate for the District of Beauce, and with, moreover, concurrent jurisdiction with the other District Magistrates throughout the Province, and such, from and after the 1st of October, 1942.

Quebec, September 25th, 1942.

Mr. Alphonse Roy, of La Tuque, clerk of the Magistrate's Court: to be Deputy Prothonotary of the Superior Court of the District of Quebec, for the following purposes only:

a) to replace the Prothonotary of the Superior Court of Quebec, during the terms and sittings of the Superior Court and of the Judges of said tribunal, at La Tuque;

b) to exercise, at La Tuque all the powers which the Prothonotary of the Superior Court of the District of Quebec is authorized to exercise, respecting the examination of debtors after judgment, previous examination of the parties and the declarations of the garnishees.

Mr. Percy Verge, of Carleton Centre: to be Deputy Registrar of the registration division number 2 of Bonaventure.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, d'établir, par arrêté ministériel en date du 2 septembre 1942, une Cour de commissaires dans la municipalité du village de Charette, comté de Saint-Maurice, et de nommer MM. Maxime Diamond, rentier, Louis Bournival, cultivateur, Josephat Gélinas, journalier, Omer Lampron, cultivateur, et Ferdinand Boulanger, rentier, pour tenir la dite Cour.

2172-0

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to establish, by Order in Council bearing date September 2nd, 1942, a Commissioners' Court, in the Municipality of the Village of Charette, County of Saint-Maurice, and to appoint Messrs. Maxime Diamond, annuitant, Louis Bournival, farmer, Josephat Gélinas, labourer, Omer Lampron, farmer, and Ferdinand Boulanger, annuitant, for the holding of the said Court.

2172

Ordre de Cour

Rule of Court

Canada, Province de Québec, District de Beauce, Cour Supérieure, Beauce, N° 17,581.

Jean Baptiste Blouin, courtier en assurances, de Ste-Marie de Beauce, Demandeur; vs Pierre Chassé, de Ste-Marie de Beauce, Défendeur, & Adjutor Marcoux, journalier de Ste-Marie, Tiers-Saisi & Jos. Gagnon, boucher de Ste-Marie de Beauce, Opposant.

Par ordre de Cour.

Les créanciers de Pierre Chassé, sont invités à déposer dans un délai de quinze jours de la première insertion des présentes, au greffe de la Cour Supérieure du district de Beauce, entre les mains du protonotaire, leurs réclamations avec titres à l'appui, le tout conformément aux articles 673 et 674 C.P.C.

Par ordre de l'Honorable A. Savard, le 24 septembre, 1942.

Bureau du Protonotaire, St-Joseph de Beauce, ce vingt-cinquième jour de septembre, mil neuf cent quarante-deux.

VÉZINA & FERRON,

P.C.S.

2102-40-2-0

Canada, Province of Quebec, District of Beauce, Superior Court, Beauce, No. 17,581.

Jean Baptiste Blouin, insurance broker, of Ste. Marie de Beauce, plaintiff; vs Pierre Chassé, of Ste. Marie de Beauce, defendant; & Adjutor Marcoux, labourer, of Ste Marie, garnishee; and Jos. Gagnon, butcher, of Ste. Marie de Beauce, opposant.

By order of Court.

The creditors of Pierre Chassé are invited to file, within a delay of fifteen days from the first publication of these presents, at the Office of the Superior Court, for the district of Beauce, with the Prothonotary, their claims, with titles in support thereof, the whole pursuant to articles 673 and 674 of the C.C.P.

By Order of Honourable A. Savard, September 24th, 1942.

Office of the Prothonotary, St-Joseph de Beauce, this twenty-fifth day of September, nineteen hundred and forty-two.

VÉZINA & FERRON,

P.S.C.

2102-40-2

Vente—Loi de faillite

Sale—Bankruptcy Act

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 218. En faillite. In re: Théophile Marcoux, (Hôtel Champlain), St-Jean, Qué., failli & Georges Duclos, Syndic.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement du Régistrare de la Loi de faillite, district de Montréal, en date du 14 septembre 1942, sera vendu par encan public, au bureau du Shérif, à St-Jean, Co. d'Iberville, Qué., le JEUDI DOUZIÈME jour de NOVEMBRE 1942, à ONZE (11) heures de l'avant-midi, l'immeuble ci-après désigné:

Désignation

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro 104 du Cadastre de la ville de St-Jean, P.Q. avec bâtisse dessus érigée et étant situé au coin des rues St-Georges et Champlain de la dite cité de St-Jean, Qué.

La dite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de faillite, paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 des Statuts Révisés du Canada 1927, Chapitre 11 et suivants et aura l'effet du décret.

Un dépôt de 10% de l'évaluation municipale en argent ou par un chèque accepté sera exigé

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 218. In bankruptcy. In re: Théophile Marcoux, (Hôtel Champlain), St. Jean, Que., Failli & Georges Duclos, Syndic.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Registrar of the Bankruptcy Act, district of Montreal, dated the 14th of September 1942, shall be sold by public auction at the Sheriff's Office, Court House, St. Johns, P.Q., on THURSDAY, NOVEMBER TWELFTH, 1942, at ELEVEN (11) o'clock in the forenoon, the immovable hereinafter described:

Designation

One lot of land known and designated under number 104 of the Cadastre of the Town of St. Johns, Que., with building thereon erected and being situated at the corner of St. George and Champlain streets of the said Town of St. Johns, Que.

The said sale shall be made in virtue of Article 45 of the Bankruptcy Act, paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Revised Statutes of Canada, 1927, chapter 11, and following, and will have the effect of a Sheriff's sale.

A deposit of 10% of the municipal valuation in cash or by a certified cheque shall be exacted

de chaque enchérisseur avant qu'il soit permis au dit enchérisseur d'enchérir à la dite vente.

Pour toute autre information, au sujet des conditions de vente, cahier des charges, etc., s'adresser au soussigné.

Le syndie,
GEORGES DUCLOS.

10 est, rue St-Jacques,
Montréal.

2163-41-2-0

from each bidder before he be permitted to bid at the said sale.

For any other information with regard to the conditions of sale, list of charges, etc., apply to the undersigned.

GEORGES DUCLOS,
Trustee.

10 east, St. James St.,
Montreal.

2163-41-2-0

VENTES PAR LES SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

ABITIBI

Cour Supérieure.—District d'Abitibi

Superior Court.—District of Abitibi

N° V-484 { LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, demandeur; vs DOLORES ENGLAND, de Cadillac, défenderesse, à savoir:

No. V-484 { THE ATTORNEY GENERAL OF THE PROVINCE OF QUEBEC, plaintiff; vs DOLORES ENGLAND, of Cadillac, defendant, to wit:

Comme appartenant à la dite défenderesse le lot de terre numéro cinquante-deux (52) du Bloc numéro quarante-six (46) du cadastre officiel pour le canton de Cadillac (Maintenant Ville de Cadillac) sujet aux conditions d'un bail emphytéotique existant en faveur de la Couronne, avec bâtisses, circonstances et dépendances, sera vendu à la porte de l'église paroissiale de Cadillac, MARDI le DIXIÈME jour de NOVEMBRE 1942, à ONZE heures de l'avant-midi.

As belonging to the said defendant, the lot of land number fifty-two (52) of Block number forty-six (46) of the official cadastre for the Township of Cadillac (now Town of Cadillac) subject to the conditions of an emphyteutic lease existing in favor of the Crown—with buildings, circumstances and dependencies, shall be sold at the parochial church door of Cadillac, TUESDAY, the TENTH day of NOVEMBER, 1942, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Le shérif,
J.-U. DUMONT.

Sheriff's Office,
J. U. DUMONT, Sheriff.

Bureau du shérif
Amos, 7 octobre 1942.

2181-41-2-0

Amos, October 7th, 1942.

2181-41-2

[Première publication, 10 octobre 1942]

[First publication, October 10th, 1942]

BEAUHARNOIS

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat.—District de Beauharnois
N° 6073 { JEAN SÉNECAL, de la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, demandeur; vs PAUL ZERCZY, de la paroisse de St-Timothée, district de Beauharnois, défendeur;

Magistrate's Court.—District of Beauharnois
No. 6073 { JEAN SÉNECAL, of the city of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, plaintiff; vs PAUL ZERCZY, of the parish of St-Timothée, district of Beauharnois, defendant.

Saisie comme appartenant au défendeur:

Une bâtisse ou restaurant construits sur l'immeuble ci-après décrit: Un lot de terre ou emplacement faisant partie du lot numéro 174 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Timothée, de figure triangulaire dont la base au fleuve St-Laurent mesure environ 150 pieds, et l'autre côté vers l'ouest au chemin public mesure environ 250 pieds, et l'autre côté vers l'est mesure environ 200 pieds, le tout mesure anglaise; plus ou moins et borné comme suit: au nord par le fleuve St-Laurent, au sud-ouest par le chemin public, et à l'est par le résidu du dit lot N° 174 appartenant à Eugène Léger, sans bâtisse.

Seized as belonging to the defendant:

A building or restaurant erected on the immovable hereinafter described: A lot of land or emplacement forming part of lot number 174 of the official plan and in the book of reference of the parish of St-Timothée, of triangular figure, whereof the base at the St. Lawrence river measures about 150 feet, and the other side towards the West at the public road measures about 250 feet, and the other side towards the East measures about 200 feet, the whole English measure, more or less and bounded as follows: on the North by the St. Lawrence river, on the South-West by the public road, and on the East by the residue of said lot No. 174 belonging to Eugène Léger—without buildings.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Timothée, comté de Beauharnois, district de Beauharnois, le MARDI, DIX NOVEMBRE 1942, à ONZE heures de l'avant-midi.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Timothée, county of Beauharnois, district of Beauharnois, TUESDAY the TENTH of NOVEMBER, 1942, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Le shérif,
P. H. REID.

Sheriff's Office,
P. H. REID, Sheriff.

Bureau du shérif,
Salaberry de Valleyfield, ce 6ième jour d'octobre 1942.

2164-41-2-0

Salaberry de Valleyfield, this 6th day of October, 1942.

2164-41-2

[Première publication, 10 octobre 1942]

[First publication, October 10th, 1942]

JOLIETTE

Fieri Facias De Terris.

Cour de Magistrat.—District de Joliette.
Province de Québec. } **LOUIS TREMBLAY**,
N° 11,639 } propriétaire de mou-
lin à scie de la municipalité du canton Chertsey,
dans le district de Joliette, demandeur; vs **LÉS**
HÉRITIERS DE FEU SINAI GRENIER, en
son vivant journalier, de la municipalité du canton
Chertsey, dans le district de Joliette, défendeurs.

Un emplacement situé dans la paroisse de St-Théodore de Chertsey, connu sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre du Canton de Chertsey, comme faisant partie du lot de terre N° sept-A, (Ptie 7-A) du deuxième rang dudit canton mesurant en front, sur le chemin public soixante-et-dix pieds de largeur à partir de l'emplacement de Dame Ignace Dupuis par cent quatre-vingt pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins et tel qu'enclos; le tout bâti d'une maison et borné comme suit: en front au nord-est par le chemin public, du côté nord-ouest par Dame Ignace Dupuis, en arrière et de l'autre côté par Alphonse Grenier.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Théodore de Chertsey, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois d'OCTOBRE, 1942, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, J.-A. BÉLANGER.
Joliette, le 14 septembre 1942. 2039—38-2-0
[Première publication, le 19 septembre 1942]

Le shérif,

J.-A. BÉLANGER.

JOLIETTE

Fieri Facias De Terris.

Magistrate's Court.—District of Joliette.
Province of Quebec. } **LOUIS TREMBLAY**,
No. 11,639 } saw-mill owner, of the
Municipality of the Township of Chertsey, in the
District of Joliette, plaintiff; vs **THE HEIRS**
OF THE LATE SINAI GRENIER, in his life-
time, labourer, of the Municipality of the
Township of Chertsey, in the District of Joliette,
defendants.

An emplacement situate in the Parish of St-Théodore de Chertsey, known on the official cadastral plan and in the book of reference for the Township of Chertsey, as forming part of lot of land number seven A (Pt. 7-A) in the second Range of said Township, measuring, in front, on the public road, seventy feet in width from the emplacement of Dame Ignace Dupuis by one hundred and eighty feet in depth, English measure, more or less, and as fenced in; the whole with a house thereon erected, and bounded as follows: in front on the Northeast by the public road, on the Northwest side by Dame Ignace Dupuis, in rear and on the other side, by Alphonse Grenier.

To be sold at the church door of the Parish of St-Théodore de Chertsey, on the TWENTY-SECOND day of the month of OCTOBER, 1942, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, J. A. BÉLANGER, Sheriff.
Joliette, September 14th, 1942. 2039—38-2
[First publication, September 19th, 1942]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } **CANADIAN PERSONAL**
N° 208598 } **LOAN & FINANCE**
CO. INC., demanderesse; vs **DAME GERMAINE**
DUBOIS, défenderesse.

Une propriété située sur le côté sud-est de l'Avenue Monkland, en la cité de Montréal, étant la partie sud-ouest du lot numéro 565, subdivision du lot originaire numéro 175, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; ladite propriété mesurant 30 pieds de largeur sur 98 pieds de profondeur et ayant une superficie de 2940 pieds, mesure anglaise et plus ou moins; bornée en front au nord-ouest par l'Avenue Monkland, étant le numéro 632, de ladite subdivision; en arrière vers le sud-est par les lots numéros 536 et 562 de la dite subdivision; au côté sud-ouest par le lot numéro 564 de ladite subdivision et au côté nord-est par le résidu dudit lot numéro 565; le tout avec un cottage en briques portant le numéro 5720 de l'Avenue Monkland et un garage en arrière.

Pour être vendue, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZE NOVEMBRE prochain à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, L.-P. CAISSE.
Montréal, le 7 octobre 1942. 2165-41-2
[Première publication, le 10 octobre 1942]

Le shérif,

L.-P. CAISSE.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

S. C.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } **CANADIAN PERSONAL**
No. 208598 } **LOAN & FINANCE**
CO. INC., plaintiff; vs **DAME GERMAINE**
DUBOIS, defendant.

A property situated on the southeast side of Monkland Avenue, in the City of Montreal, being the southwestern portion of lot No. 565, subdivision of original lot No. 175, of the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Montreal; the said property measuring 30 feet in width by 98 feet in depth and having a superficies of 2940 feet, English Measure and more or less; bounded in front to the north-west by Monkland Avenue, being No. 632, of the said subdivision; in rear towards the southeast by lots Nos. 536 and 562 of the said subdivision, on the south-west side by lot No. 564 of the said subdivision and on the northeast side by the residue of the said lot No. 565; the whole with a brick cottage bearing No. 5720 of Monkland Avenue and a garage in rear.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the TWELFTH day of NOVEMBER next at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE, Sheriff.
Montreal, October 7th, 1942. 2165-41-2-0
[First publication, October 10th, 1942]

Le shérif,

L. P. CAISSE.

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } **DAME ANNA MIG-**
212142 } **GINS**, veuve de
Nimrod Tanner, Demanderesse; vs **DAME RO-**
SE MARY LEWIS, veuve de Joseph Alfred
Fortier *et al*, Défendeurs.

Ce certain lopin de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur l'avenue Park, connu

Fieri Facias de Terris

S. C.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } **DAME ANNA MIG-**
212142 } **GINS**, widow of the
late Nimrod Tanner, plaintiff; vs **DAME ROSE**
MARY LEWIS, widow of the late Joseph
Alfred Fortier *et al*, defendants.

That certain lot of land situate in the City of Montreal fronting on Park Avenue, known and

et désigné comme étant le lot numéro quatre-vingt-quatre de la resubdivision du lot numéro deux de la subdivision originaire du lot numéro douze (12-2-84) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte St-Louis, comprenant vingt-quatre pieds en largeur par quatre-vingt-treize pieds et six pouces en profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins; avec la maison d'habitation dessus érigée portant les numéros civiques 1936 et 1936a de ladite avenue Park dont les deux murs de pignon sont mitoyens, et les dépendances, et avec l'usage en commun avec d'autres de la ruelle en arrière connue comme étant la subdivision numéro soixante-dix-huit du dit lot N° 12-2 desdits plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendu à mon nouveau, en la cité de Montréal, le DOUZE NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$1,100 sera exigé de tout offrant et enchérisseur suivant jugement de l'honorable Juge Surveyer en date du 25 septembre 1942.

Bureau du shérif, Montréal, le 7 octobre 1942. [Première publication, le 10 octobre 1942]

Le shérif, L. P. CAISSE. 2167-41-2

designated as lot number Eighty-four of the resubdivision of lot number two of the original subdivision of the lot number twelve (12-2-84) on the Official Plan and Book of Reference of the Incorporated Village of Côte St-Louis, containing Twenty-four feet in width by Ninety-three feet six inches in depth, the whole English Measure and more or less; with the dwelling house thereon erected bearing civic numbers 1936 and 1936a in said Park Avenue both gable walls of which is mitoyen and out buildings thereon, and with the use in common with others of the lane in rear known as subdivision number seventy-eight of said lot No. 12-2 of the said Official Plan and Book of Reference.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the TWELFTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1100.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a Judgment of honourable Justice Surveyer, dated September 25th, 1942.

Sheriff's Office, Montreal, October 7th, 1942. [First publication, October 10th, 1942]

L. P. CAISSE, Sheriff. 2167-41-2-0

PONTIAC

Cour Supérieure.—District de Pontiac.

Canada, Province de Québec, District de Pontiac. N° P-280 } HILL - CLARK - FRANCIS LIMITED, corporation légalement constituée, ayant son bureau-chef à New Liskeard, Ontario, et une place d'affaires à Noranda, Que., district de Pontiac, demanderesse; ARNTFIELD GOLD MINES LIMITED, corporation légalement constituée, ayant son bureau-chef à Toronto, province d'Ontario, et une place d'affaires à Arntfield, Québec, district de Pontiac, défenderesse; et AUGUSTIN CHENIER & ALBERT FILTEAU, tous deux résidant à Ville-Marie, Québec, en leur qualité de registrateur pour la division d'enregistrement du comté de Témiscamingue, mis-en-cause.

La propriété immobilière de la défenderesse décrite comme étant le Bloc H dans le canton de Beauchastel, dans la province de Québec, (originellement connu comme claim minier T-298) et les bâtisses dessus construites, consistant en un moulin pour l'or et les immeubles au-dedans et au-dehors d'icelui, un bureau un garage et cinq maisons de logement.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du Comté de Témiscamingue, dans Ville-Marie, comté de Témiscamingue, district de Pontiac, province de Québec, MARDI, le DIXIÈME jour de NOVEMBRE, mil neuf cent quarante-deux à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Campbell's Bay, Québec, le 5 octobre 1942. 2166-41-2 [Première publication, 10 octobre 1942]

Le shérif, DOMINIC SLOAN. 2166-41-2

PONTIAC

Superior Court.—District of Pontiac.

Canada, Province of Quebec, District of Pontiac. No. P-280 } HILL - CLARK - FRANCIS LIMITED, a body politic and corporate, having its head office at New Liskeard, Ontario, and a place of business at Noranda, Que., District of Pontiac, plaintiff; ARNTFIELD GOLD MINES LIMITED, a body politic and corporate having its head office at Toronto, Province of Ontario and a place of business at Arntfield, Quebec, District of Pontiac, defendant; and AUGUSTIN CHENIER & ALBERT FILTEAU, both residing at Ville-Marie, Quebec, in their quality of Registrar for the Registration Division of the County of Temiscamingue, mis-en-cause.

The immovable property of the defendant, described as being Block H in the Township of Beauchastel, in the Province of Quebec (originally known as Mining Claim T-298) and buildings thereon consisting of one gold mill and immovables therein and thereout, one office, one garage, and five dwelling houses.

To be sold at the Registrar's Office for the County of Temiscamingue, in Ville Marie, county of Temiscamingue, district of Pontiac, province of Quebec, on TUESDAY, the TENTH day of NOVEMBER, one thousand nine hundred and forty-two, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Campbell's Bay, Quebec, October, 5th, 1942. 2166-41-2 [First publication, October 10th, 1942]

DOMINIC SLOAN, Sheriff. 2166-41-2

RICHELIEU

Fieri Facias

Cour Supérieure.—District de Richelieu

Sorel, à savoir: N° 10145 } EMERY FORCIER, marchand, du village de Massueville, district de Richelieu, Demandeur; vs ADELARD BROUILLARD, journalier, de St-Aimé, district de Richelieu, et ADGEMIR BROUILLARD, cultivateur de la paroisse de

RICHELIEU

Fieri Facias

Superior Court.—District of Richelieu

Sorel, to wit: No. 10145 } EMERY FORCIER, merchant, of the Village of Massueville, district of Richelieu, plaintiff; vs ADELARD BROUILLARD, laborer, of St-Aimé, district of Richelieu, and ADGEMIR BROUILLARD, farmer, of the parish of St-

St-David, comté d'Yamaska, dit district, défendeurs.

Comme étant en la possession du défendeur Adélard Brouillard:

"Un terrain situé en la paroisse de St-David connu et désigné au cadastre officiel d'enregistrement pour la paroisse de St-David, comme étant le lot numéro neuf cent quatre vingt-un (N° 981) avec bâtisses dessus construites;

Un autre terrain situé en la paroisse de St-Aimé, de forme irrégulière situé sur le côté est de la rivière Yamaska, formant une superficie d'environ neuf arpents et renfermé dans les bornes suivantes:—

En front par la rivière Yamaska, en profondeur aux terres de St-David, d'un côté vers le sud au terrain de Joseph Lambert, et de l'autre côté par la route de la concession Ste-Caroline, et par la partie de terrain restant aux donateurs, cette partie de terrain étant séparée par moitié, attendu que la route ne se continue pas à cet endroit, et ne peut être considéré comme la ligne de division, lequel terrain fait partie au cadastre officiel d'enregistrement pour la paroisse de St-Aimé, comme étant la moitié sud en largeur du lot numéro six cent trente-quatre (Ptie lot N° 634).

"Un autre terrain situé en la paroisse de St-David, sur la concession du Bord de l'eau de la rivière Yamaska, borné par un bout aux terres de St-Aimé, de l'autre bout aux terres de la concession Ste-Caroline, d'un côté vers le sud, au terrain de Joseph Lambert, et de l'autre côté vers le nord, à la route du Bord de l'eau conduisant à la concession Ste-Caroline, lequel terrain est connu et désigné au cadastre officiel d'enregistrement pour la paroisse de St-David comme étant le lot numéro neuf cent soixante et quinze".

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale de St-David, le VINGTIÈME jour du mois d'OCTOBRE 1942, à UNE heure de l'après-midi (heure avancée).

Le shérif,

Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN.
Sorel, ce 16 septembre 1942. 2042-38-2-o
[Première publication, 19 septembre 1942]

David, county of Yamaska, said district, defendants.

As being in the possession of the defendant Adélard Brouillard:

A lot of land situate in the parish of St-David, known and designated on the official cadastre for the parish of St-David, as being lot number nine hundred and eighty-one (No. 981) with buildings thereon erected.

Another lot of land situate in the parish of St-Aimé, of irregular figure, situate on the East side of the Yamaska River, forming an area of about nine arpents and enclosed within the following boundaries:

In front by the Yamaska River, in depth by the lands of St-David, on one side towards the South by the land of Joseph Lambert, and on the other side by the road of the Ste-Caroline Concession, and by that part of the lot of land remaining to the donors, the said part of the lot of land being divided in half, with the understanding that the road does not run to this place, and cannot be considered as the division line, the said lot of land forms part of the official cadastre for the parish of St-Aimé, as being the South half in width of lot number six hundred and thirty-four (Pt. lot No. 634).

Another lot of land situate in the parish of St-David, in the "Bord de l'Eau" Concession of the Yamaska River, bounded at one end by the lands of St-Aimé, at the other end by the lands of the Ste-Caroline Concession on one side to the South, by the land of Joseph Lambert, and on the other side towards the North, by the "Bord de l'Eau" road leading to the Ste-Caroline Concession, the said lot of land is known and designated on the official cadastre for the parish of St-David as being lot number nine hundred and seventy-five.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-David, on the TWENTIETH day of the month of OCTOBER, 1942, at ONE o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

MICHEL SAINT-GERMAIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, September 16, 1942. 2042-38-2
[First publication, September 19, 1942]

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2495

Québec, le 25 septembre 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant l'approbation du règlement numéro 15 de la Commission des Accidents du Travail de Québec.

Attendu que la Commission des Accidents du Travail de Québec a transmis, pour approbation, un règlement portant le numéro 15, qui se lit comme suit:

"Règlement N° 15

"Les dispositions suivantes sont, par les présentes, adoptées comme constituant une maladie industrielle au sens de la Loi des Accidents du Travail, 1931, et sont, en conséquence, ajoutées aux prescriptions de la Cédule 3:

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL

CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2495

Quebec, September 25th, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning the approval of Regulation number 15 of the Quebec Workmen's Compensation Commission.

Whereas the Quebec Workmen's Compensation Commission has transmitted for approval, a regulation bearing number 15, reading as follows:

"Regulation No. 15

"The following provisions are hereby, adopted, as constituting an industrial disease in the sense of the Workmen's Compensation Act, 1931, and are, therefore, added to the provisions of schedule 3:

Genre de maladie

Kind of Disease

Inflammation de la paroi de la synoviale de l'articulation du poignet et des gaines tendineuses.
 Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable secrétaire de la province, vu le rapport du ministre du Procureur Général en date du 14 septembre 1942, que ledit règlement numéro 15 de la Commission des Accidents du Travail de Québec soit approuvé, conformément aux dispositions des sous-paragraphes "L" et "R" de l'article 2 de la Loi des Accidents du Travail, 1931, (21 George V, chapitre 100) ainsi qu'aux dispositions de l'article 66 de la Loi des Accidents du Travail de Québec.

Inflammation of the synovial lining of the wrist joint and tendon sheaths.
 It is therefore ordained, upon recommendation of the Honourable Secretary of the Province, seeing the Report of the Department of the Attorney General, dated the 14th of September, 1942, that said Regulation number 15 of the Quebec Workmen's Compensation Commission be approved, pursuant to the provisions of subparagraphs "L" and "R" of article 2 of the Workmen's Compensation Act, 1931 (21 George V, Chapter 100) and also to the provisions of article 66 of the Quebec Workmen's Compensation Act.

Certifié,
 W. LEARMONTH,
 Asst.-Greffier du Conseil Exécutif.

Certified,
 W. LEARMONTH,
 Deputy Clerk of the Executive Council.

ORDRE EN CONSEIL
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
 CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 2612

Number 2612

Québec, ce 8 octobre 1942.

Quebec, October 8, 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Concernant des modifications au décret relatif à l'industrie du fer et bronze ornemental.

Concerning modifications to the decree relating to the ornamental iron and bronze industry.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts Refondus de Québec 1941, chapitre 163), une requête a été présentée au ministre du Travail par les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du fer et du bronze ornemental, rendue obligatoire par le décret numéro 2687, du 9 octobre 1941, amendé par l'arrêté en conseil numéro 1062, du 30 avril 1942, à l'effet d'apporter des modifications audit décret;

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), a request has been presented to the Honourable Minister of Labour by the contracting parties to the collective labour agreement relating to the ornamental iron and bronze industry, rendered obligatory by decree number 2687, of October 9, 1941, amended by Order number 1062, of April 30, 1942, with a view to modify the said decree;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 5 septembre 1942;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on September 5, 1942;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Whereas no objection to its approval has been set forth;

Attendu que la demande d'augmentation des taux de salaires de base a été autorisée par le Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec, par décision adoptée à sa séance du 25 août 1942;

Whereas the request for an increase in the basic hourly rates of wages has been authorized by the Regional War Labour Board of Quebec, by a decision adopted at its meeting of August 25, 1942;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail que ledit décret numéro 2687 soit modifié comme suit:

It is consequently ordained, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 2687 be modified as follows:

1. L'article II est remplacé par le suivant:
 "II. *Taux de salaires*: Les taux minima de salaires sont les suivants pour chacun des métiers ci-après:

1. Section II is replaced by the following:
 "II. *Rates of wages*: The minimum rates of wages are the following for each of the following classifications:

Métiers:	Taux horaires
Mécaniciens.....	\$ 0.88
Ajusteurs.....	0.78
Aides (boutique ou chantier).....	0.68
Monteurs.....	0.88"

Trades:	Hourly rates
Mechanics.....	\$ 0.88
Fitters.....	0.78
Helpers (shops or field).....	0.68
Erectors.....	0.88"

2. L'article X est remplacé par le suivant:
 "X. *Durée du décret*: Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1943."

2. Section X is replaced by the following:
 "X. *Duration of the decree*: The present decree is effective from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until December 31, 1943."

A. MORISSET,
 Greffier du Conseil Exécutif.

A. MORISSET,
 Clerk of the Executive Council.

Ministère du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le Comité paritaire du Commerce de Détail de la Fourrure de Montréal lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 2944, du 3 août 1940, et amendement, relatif aux travailleurs en fourrure, commerce en détail, du district de Montréal;

Que le paragraphe "e" de l'article VI soit remplacé par le suivant:

"e. Tous les employeurs du commerce de détail de la fourrure de Montréal et district, assujettis au décret numéro 2944, paieront à tous leurs employés du sexe masculin, âgés de 21 ans et plus, une indemnité de vie chère du temps de guerre de \$3.05 par semaine, ce montant représentant 12.2 points, l'augmentation du coût de la vie pour la période comprise entre le 1er juillet 1940, et le 1er juillet 1942.

Les mêmes employeurs paieront à tous leurs employés du sexe masculin âgés de moins de 21 ans, ainsi qu'à toutes leurs employées, une indemnité de vie chère du temps de guerre de 12.2% de leur salaire hebdomadaire de base.

L'indemnité de vie chère devra être versée pour chaque période de paie, lors de la remise du salaire pour cette période, ainsi qu'il suit:

a) Pour chaque augmentation d'un point, dans le chiffre de l'indice, l'indemnité ou augmentation de l'indemnité, selon le cas, et pour chaque diminution d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité sera de:

(1)—\$0.25 par semaine, pour tout employé adulte du sexe masculin et pour tous les autres employés travaillant à des salaires de base de \$25.00 ou plus par semaine, et

(2)—De un pour cent (1%) de leur salaire hebdomadaire de base, pour tous les employés du sexe masculin âgés de moins de vingt et un ans, et pour toutes les employées travaillant à des salaires de base de moins de \$25.00 par semaine;

b) Le chiffre de l'indemnité sera fixé de nouveau tous les trois mois, (le nouveau chiffre entrant en vigueur la première période de paie commençant le ou après le 15ième jour des mois de février, mai, août et novembre respectivement), en fonction des variations du coût de la vie établies en comparant l'indice du mois précédant immédiatement (c'est-à-dire janvier, avril, juillet et octobre), à celui qui a servi de base à la dernière modification de la dite indemnité. Le montant de l'indemnité ne sera pas modifié, à moins que le coût de la vie n'ait varié de tout un point, ou davantage;

L'indemnité ne sera versée que pour le travail rémunéré selon le salaire de base, à l'exclusion des heures supplémentaires, et le salaire de base sera celui en vigueur le 15 novembre 1941; lorsque, pour une période de travail donnée, un employé travaille moins que le nombre d'heures normal, on lui versera une partie de l'indemnité de plein temps, dans la proportion du nombre d'heures pendant lesquelles il a travaillé, au salaire de base, par rapport au nombre d'heures normal pour cette période."

Tous les ouvriers qualifiés, y compris les apprentis-coupeurs ou garnisseurs, doivent recevoir le boni basé sur 12.2 points.

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Joint Committee of the Retail Fur Trade of Montreal has presented to him a request to modify, in the following manner, the decree number 2944, of August 3, 1940, and amendment, relating to fur employees, retail, of the District of Montreal:

That subsection "e" of section VI be replaced by the following:

"e. All employers of the fur retail trade of Montreal and District, governed by decree number 2944, shall pay to their male employees of 21 years of age and over, a wartime cost of living bonus of \$3.05 per week, such amount being the equivalent of 12.2 points, the increase in the cost of living for the period between July 1st, 1940, and July 1st, 1942.

The same employers shall pay to their male employees under 21 years of age and to female workers, a cost of living bonus of 12.2% of their basic weekly wages.

The cost of living bonus shall be payable for each payroll period at the same time as wages are paid for such period, as follows:

a) For each rise of one point in the index, the amount of the bonus or the increase in the amount of the bonus, as the case may be, and for each fall of one point in the index, the decrease in the amount of the bonus shall be:

(1)—\$0.25 per week for all adult male employees, and for all other employees employed at basic wage rates of \$25.00 or more per week, and

(2)—One per cent of their basic weekly wage rates for male employees under twenty-one years of age and female workers employed at basic wage rates of less than \$25.00 per week;

b) The amount of the bonus shall be redetermined every three months (viz. effective for the first payroll period beginning on or after the fifteenth day of the months of February, May, August and November, respectively) on the basis of the change in the cost of living shown by the index number for the immediately preceding month (viz. January, April, July and October) as compared with the index number on which the previous change in the amount of the bonus was based. The amount of the bonus shall not be changed unless the cost of living has changed one whole point or more;

The bonus shall be payable only with respect to employment at basic wage rates, not including overtime, and the basic wage rate shall be that paid on November 15th, 1941. For any pay period during which an employee is employed and paid for less than the normal full time hours of work at basic wage rates he shall be paid that proportion of his full time bonus which the number of hours he actually worked at basic wage rates is of the normal full time hours of work in that period."

All skilled workers, including apprentice cutters or trimmers, shall receive the bonus based on 12.2 points.

Les apprentis recevant de \$7.00 à \$14.00 par semaine de 40 heures sont exclus.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,
Ministère du Travail,
Québec, ce 10 octobre, 1942. 2169-0

Apprentices receiving from \$7.00 to \$14.00 per week of 40 hours are excluded.

During the thirty days from the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour,
Department of Labour,
Quebec, October 10, 1942. 2169-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

Le Comité conjoint de l'Industrie de la Construction du district des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 2402, du 16 septembre 1942, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2608, du 8 octobre 1942, le tout, d'accord avec les dispositions du paragraphe "i" de l'article 20 de la Loi de la convention collective (Chapitre 163, S.R.Q. 1941), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés régis par ledit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 10 octobre 1942 au 31 mars 1943; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixés et des pourcentages payés à leurs employés.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels et des artisans des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées audit comité.

Les employeurs professionnels doivent voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

Tous les employeurs professionnels régis par le décret doivent percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité paritaire, les cotisations imposées aux salariés à même le salaire qu'ils sont tenus de payer à ces derniers.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au comité paritaire avant le 5 de chaque mois.

3. Rapport financier

Selon les termes de l'article 21 de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 décembre 1942 et 31 mars 1943.

NOTICE OF LEVY

The Building Trade Joint Committee of the Eastern Townships District, formed under decree No. 2402, of September 16, 1942, has been authorized by a regulation approved by Order in Council No. 2608, of October, 8th, 1942, in conformity with the provisions of subsection "i" of section 20 of the Collective Agreement Act (Q.R.S. 1941, chapter 163), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from October 10, 1942 to March 31, 1943; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages fixed for the journeymen receiving the lowest pay.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of their percentage.

2. Mode of Collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers and the artisans with report forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week, and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employers shall see that the reports be filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employers governed by the decree shall collect, at the expiration of each week, in behalf of the Parity Committee, the assessments imposed on employees from the wages paid to them.

The report of the professional employer shall be signed before it be sent to the Parity Committee. The Committee shall have the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee before the 5th day of each month.

3. Financial Report

Under Section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: December 31, 1942, March 31, 1943.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Conjoint de l'industrie de la construction du district des cantons de l'Est, pour la période comprise entre le 10 octobre 1942 et le 31 mars 1943.

COMITÉ JOINT DE L'INDUSTRIE DE LA
CONSTRUCTION DISTRICT DES CANTONS
DE L'EST

Estimé des recettes et des dépenses pour la période comprise entre le 10 octobre 1942 et le 31 mars 1943.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels.....	\$ 3,300.00
Cotisations des artisans.....	175.00
Cotisations des salariés.....	4,000.00
Recettes diverses.....	425.00
	<hr/>
	\$ 7,900.00

Dépenses:

Secrétaire: salaire.....	\$ 910.00
" dépenses.....	250.00
Dépenses des inspecteurs.....	1,750.00
Salaires des inspecteurs.....	2,340.00
Commis.....	430.00
Loyer.....	150.00
Jetons de présence.....	250.00
Téléphone.....	75.00
Poste.....	75.00
Frais judiciaires.....	600.00
Vérification.....	40.00
Échange.....	50.00
Impressions et papeterie.....	200.00
Ameublement.....	100.00
Bureaux d'examineurs.....	250.00
Ass.-chômage.....	30.00
Bonus.....	400.00
	<hr/>
	\$ 7,900.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 10 octobre, 1942. 2175-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

Le Comité paritaire des Marchands de Magog, établi en exécution du décret numéro 3585, du 4 octobre 1940, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2610, du 8 octobre 1942, le tout, d'accord avec le paragraphe "i" de l'article 20 de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés régis par ledit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 12 octobre 1942 au 11 octobre 1943; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité Paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs employés.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire mettra à la disposition

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trade Joint Committee of the Eastern Townships District for the period comprised between October 10, 1942 and March 31, 1943.

THE BUILDING TRADE JOINT COMMITTEE OF THE
EASTERN TOWNSHIPS DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period between October 10, 1942 and March 31, 1943.

Receipts:

Professional employers' assessments.....	\$ 3,300.00
Artisans' assessments.....	175.00
Employees' assessments.....	4,000.00
Various receipts.....	425.00
	<hr/>
	\$ 7,900.00

Expenses:

Secretary: Salary.....	\$ 910.00
" Expenses.....	250.00
Expenses of inspectors.....	1,750.00
Salary of inspectors.....	2,340.00
Clerk.....	430.00
Rent.....	150.00
Meeting expenses.....	250.00
Telephone.....	75.00
Postal expenses.....	75.00
Legal charges.....	600.00
Audition.....	40.00
Exchange.....	50.00
Printing and stationery.....	200.00
Furniture.....	100.00
Board of examiners.....	250.00
Unemployment insurance.....	30.00
Bonus.....	400.00
	<hr/>
	\$ 7,900.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 10, 1942. 2175-0

NOTICE OF LEVY

The Parity Committee of the Merchants of Magog, formed under decree No. 3585, of October 4th, 1940, and amendments, has been authorized by a regulation approved by Order in Council No. 2610, of October 8th, 1942, in conformity with subsection "i" of section 20 of the Collective Agreement Act, to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy shall extend from October 12th, 1942, to October 11th, 1943; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of their percentages.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply

des employeurs professionnels des feuilles imprimées indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

A la fin de chaque mois l'inspecteur, qui est en même temps secrétaire du Comité paritaire, va requérir le rapport mensuel de chaque employeur professionnel et percevoir les cotisations dudit employeur professionnel et de ses salariés.

Ce rapport mensuel doit être signé avant d'être remis à l'inspecteur du Comité paritaire.

Le Comité paritaire a le droit d'exiger l'assèmentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos, et cela, soit par l'employeur professionnel et ses employés ou l'un d'eux, soit par l'employeur professionnel seul, soit par un ou plusieurs de ses employés.

L'inspecteur requiert le rapport et les cotisations qui doivent l'accompagner, dans les quatre semaines suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

Selon les termes de l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire présentera un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 décembre 1942, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1943.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses prévues du Comité paritaire des Marchands de Magog pour la période comprise entre le 12 octobre 1942 et le 11 octobre 1943.

COMITÉ PARITAIRE DES MARCHANDS DE
MAGOG

Estimé des recettes et des dépenses prévues pour la période comprise entre le 12 octobre 1942 et le 11 octobre 1943.

Recettes:

Employeurs professionnels, (1/2 de 1%)	\$ 390.00
Salariés, (1/2 de 1%)	390.00
	\$ 780.00

Dépenses:

Téléphone	\$ 24.00
Loyer	60.00
Papeterie	26.00
Auditeur licencié	20.00
Salaire de l'inspecteur	520.00
Imprévu	30.00
Jetons de présence aux membres du Comité	100.00
	\$ 780.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 10 octobre, 1942. 2176-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail,

the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

At the end of each month the inspector, who is at the same time the secretary of the Parity Committee, shall request the report from every professional employer and collect the assessments of the said professional employer and of his employees.

This monthly report shall be signed before it be remitted to the inspector of the Parity Committee.

The Parity Committee has the right to exact sworn reports, when deemed advisable, whether from the professional employer and his employees or one thereof, whether from the professional employer alone or from one or more of his employees.

The inspector must receive the report and the assessments in the four weeks following the date of expiration of the period for which it is requirable.

3. Financial report

Under section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: December 31st, 1942, March 31st, June 30th and September 30th, 1943.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and expenses of the Parity Committee of the Merchants of Magog, for the period comprised between October 12th, 1942, and October 11th, 1943.

PARITY COMMITTEE OF THE MERCHANTS OF
MAGOG

Estimated receipts and expenditures for the period comprised between October 12th, 1942 and October, 1943.

Receipts:

Professional employers (1/2 of 1%)	\$ 390.00
Employees (1/2 of 1%)	390.00
	\$ 780.00

Expenses:

Telephone	\$ 24.00
Rent	60.00
Stationery	26.00
Chartered Auditor	20.00
Inspector's salary	520.00
Unforeseen	30.00
Attendance fees to members of the Committee	100.00
	\$ 780.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 10, 1942. 2176-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Joint

que le Comité conjoint des Maîtres et Employés Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm lui a présenté une requête à l'effet d'apporter la modification suivante au décret numéro 2685, du 9 octobre 1941, et amendements, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans les comtés de Joliette, Montcalm, l'Assomption et Berthier:

Que le paragraphe "f" suivant soit ajouté à l'article IV:

"f.—Les fêtes de la St-Jean Baptiste et du Travail seront chômées."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 10 octobre, 1942. 2171-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le Comité paritaire du Commerce de Quincaillerie, Ferronnerie et Peinture lui a présenté une requête à l'effet d'apporter la modification suivante au décret numéro 1090, du 7 mars 1940, et amendements, relatif au commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans la cité de Québec:

Que les mots "premier octobre 1941" mentionnés au paragraphe 1 de l'article VI-A dudit décret soient remplacés par les mots "premier mai 1941".

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 10 octobre, 1942. 2170-0

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), que la constitution et les règlements du Comité conjoint de l'Industrie de la Construction du District des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 2402, du 16 septembre 1942 et dont le siège social est dans la cité de Sherbrooke, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 2602 du 8 octobre 1942.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes des règlements dudit comité paritaire ont été déclarées obligatoires:

"Article 16. *Certificat de qualification*.—Le Comité paritaire décide, d'accord avec l'article 25 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), que le certificat de qualification est obligatoire pour tout salarié assujéti au décret, dans les cités, villes et municipalités suivantes: Sherbrooke, Lennoxville, Magog, Granby, Farnham, Waterloo, Cowansville, Sweetsburg, Coaticook, Mégantic, Richmond, Asbestos, Danville, Victoriaville, Drummond-

Committee of the Barbers and Hairdressers of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm counties have presented to him a request to modify, in the following manner, the decree number 2685, of October 9, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the counties of Joliette, Montcalm, l'Assomption and Berthier:

That the following subsection "f" be added to section IV:

"f.—No work shall be performed on St-John the Baptist Day and Labour Day."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 10, 1942. 2171-0

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Joint Committee of Hardware Trade, Quebec District, has presented to him a request to modify, in the following manner, the decree number 1090, of March 7, 1940, and amendments, relating to the hardware and paint trades in the City of Quebec:

That the words "October 1st, 1941" mentioned in subsection 1 of section VI-A of the said decree be replaced by the words "May 1st, 1941".

During the thirty days from the date of the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 10, 1942. 2170-0

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), that the constitution and the by-laws of the Building Trades Joint Committee of the Eastern Townships' District, formed under decree number 2402, of September 16, 1942, and whose corporate seat is in the City of Sherbrooke, have been approved by Order in Council number 2602 of October 8th, 1942.

In virtue of the following provisions of the by-laws of the said Parity Committee have been declared obligatory:

"Article 16. *Certificate of competency*.—The Parity Committee decides, pursuant to section 25 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), that the certificate of competency is obligatory for every employee governed by the decree, in the following cities, towns and municipalities: Sherbrooke, Lennoxville, Magog, Granby, Farnham, Waterloo, Cowansville, Sweetsburg, Coaticook, Mégantic, Richmond, Asbestos, Danville, Victoriaville, Drummondville, Windsor,

ville, Windsor, East-Angus, Bedford, Cookshire, Stanstead, Scotstown, Disraeli et dans tout le territoire avoisinant celles-ci dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites, ainsi que Warwick et Princeville et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de leurs limites.

Les présents règlements valident les certificats de qualification dont l'émission a été faite par des organisations ouvrières reconnues comme "bona fide" par l'honorable ministre du Travail, pourvu que telle émission ait eu lieu avant le 18 mars 1938, date de la sanction de la Loi 2, George VI, chapitre 52."

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 octobre 1942. 2174-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

Le Comité conjoint des Matériaux de Construction, chargé de la mise à exécution du décret numéro 2446, du 26 juin 1940, relatif à l'industrie du fer et du bronze ornemental, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2611, du 8 octobre 1942, le tout, d'accord avec le paragraphe "i" de l'article 20 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chap. 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés régis par ledit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisations

La période de prélèvement s'étend du 15 octobre 1942 au 31 décembre 1943 et s'exerce de la façon suivante:

a) L'employeur professionnel assujéti au décret doit verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixés, commissions, bonis ou allocations payés à leurs employés assujétis au décret numéro 2687.

b) Tous les artisans assujétis au décret numéro 2687 devront également verser au comité paritaire $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires qu'ils auront gagnés dans l'exécution de travaux régis par ledit décret.

c) Les employés assujétis audit décret numéro 2687 devront verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes, de leurs commissions, bonis, allocations.

2. Mode de perception.

Afin de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire mettra à la disposition des employeurs professionnels et des artisans des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu durant la semaine et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel doit remplir ces formules et les retourner au comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel devra percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses employés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être envoyé au comité paritaire. Ce comité se réserve le droit d'exiger l'assermentation desdits rapports à chaque fois qu'il le jugera à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, sera envoyé au comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec l'article 21 de la Loi de la convention collective, le comité paritaire présentera

East-Angus, Bedford, Cookshire, Stanstead, Scotstown, Disraeli and in that territory adjoining the latter in a radius of five (5) miles from their limits, as well as Warwick and Princeville, and the territory comprised in a radius of two (2) miles from their limits.

The present by-laws make valid the certificates of competency issued by the labour organizations known as "bona fide" by the Honourable Minister of Labour, provided such issue has taken place before March 18, 1938, date of sanction of the Act 2, George VI, chapter 52."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 10, 1942. 2174-o

NOTICE OF LEVY

The Building Materials Joint Committee, charged with the enforcement of decree No. 2446, of June 26, 1940, relating to the ornamental iron and bronze industry, has been authorized by a regulation approved by Order in Council No. 2611, of October 8, 1942, in conformity with subsection "i" of section 20 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the wage earners governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from the 15th of October 1942 to the 31st of December 1943 and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree must pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to decree No. 2687.

b) All the artisans subject to decree No. 2687 must also pay to the Parity Committee $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages earned by them for work governed by the said decree.

c) The employees governed by the said decree No. 2687 must pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses, allocations.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers and the artisans with printed forms on which shall be indicated the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer must be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports every time it deems it advisable.

The report together with levies must be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which the said report is requireable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee

un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: le 31 décembre 1942, le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre et le 31 décembre 1943.

Ci-annexé, un estimé des recettes et déboursés du Comité conjoint des Matériaux de Construction pour la mise à exécution du décret numéro 2687, concernant l'industrie du fer et bronze ornemental, pour la période comprise entre le 15 octobre 1942 et le 31 décembre 1943.

LE COMITÉ CONJOINT DES MATÉRIAUX DE
CONSTRUCTION

655 Immeuble New Birks,
Montréal

Estimé des recettes et déboursés du Comité conjoint des Matériaux de Construction pour la mise à exécution du décret numéro 2687, concernant l'industrie du fer et bronze ornemental.

Période du 15 octobre 1942, au 31 décembre 1943.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels.....	\$ 700.00
Cotisations des employés.....	700.00
	\$ 1,400.00

Déboursés:

Inspecteur temporaire.....	\$ 800.00
Frais de déplacement.....	160.00
Frais légaux.....	200.00
Indemnités—4 membres.....	240.00
	\$ 1,400.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 10 octobre, 1942. 2177-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le Comité paritaire des Épiciers-Bouchers de Sherbrooke lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 2331, du 17 juin 1940, et amendements, relatif aux employés d'épicerie, de boucheries et de restaurants-épicerie de la cité de Sherbrooke:

1. Que les paragraphes "e" et "f" de l'article I soient remplacés par les suivants:

"e. L'expression "restaurant-épicerie" désigne toute personne, compagnie corporation ou association qui fait, en plus de la vente de l'épicerie, la vente au détail des fruits, dragées, tabacs, cigarettes, liqueurs en bouteilles, crème glacée ainsi que des bonbons; qui prépare et sert, en outre, de légères collations, des rafraîchissements au public consommateur qui en paie le prix."

"f. On désigne par "restaurant-épicerie" un établissement pourvu d'un local et d'aménagements spéciaux où, en considération d'un paiement les voyageurs trouvent habituellement à manger sans toutefois y loger.

L'hôtelier et le restaurateur proprement dit, préparant ou servant des repas au public consommateur qui en paie le prix, ne sont pas assujettis aux dispositions du présent décret."

shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: December 31st, 1942, March 31st, June 30th and September 30th, 1943 and December 31st, 1943.

Annexed hereto, is an estimate of the receipts and disbursements required by the Building Materials Joint Committee for the administration of decree number 2687, concerning the Ornamental Iron and Bronze Industry, for the period between October 15th, 1942 and December 31st, 1943.

BUILDING MATERIALS JOINT COMMITTEE

655 New Birks Bldg.
Montreal

Estimate of receipts and disbursements required by the Building Materials Joint Committee for the administration of Decree No. 2687, concerning the Ornamental Iron and Bronze Industry.

Period from October 15th, 1942 to December 31st, 1943.

Receipts:

Levies from professional employers.....	\$ 700.00
Levies from employees.....	700.00
	\$ 1,400.00

Disbursements:

Temporary inspector.....	\$ 800.00
Travelling expenses.....	160.00
Legal expenses.....	200.00
Members attendance fees (4).....	240.00
	\$ 1,400.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 10, 1942. 2177-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Joint Committee of Sherbrooke's Grocers and Butchers has presented to him a request to modify, in the following manner, the decree number 2331, of June 17, 1940, and amendments, relating to groceries, butcher shops and groceries-restaurants of the City of Sherbrooke:

1. That subsections "e" and "f" of section I be replaced by the following:

"e. The words "grocer-restaurant keeper" designate any person, company, corporation or association selling in retail, besides grocery, fruits, sugar-plums, tobacco, cigarettes, soft drinks, ice cream and bonbons; preparing and serving light lunches, refreshments to the paying customers.

"f. The words "grocery-restaurant" include any establishment provided with a local and specially equipped to serve food to customers; however, no lodging shall be provided.

The hotel keeper and the so called restaurant keeper, preparing or serving full meals to paying guests are not governed by the present decree."

2. Que l'article III soit remplacé par le suivant:

"III. Heures de travail dans les établissements commerciaux de détail: a. La semaine de travail sera répartie de la façon suivante:

- i. Les lundi, mardi, jeudi et samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.
- ii. Le mercredi: de 8.00 a.m. à midi.
- iii. Le vendredi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

b. Les employeurs travaillant de leur propres mains, les salariés, y compris les artisans, (tel que défini à l'article 1, paragraphe "j" de la Loi de la convention collective ne travailleront pas en dehors des heures mentionnées au paragraphe "a" du présent article.

c. Il n'y aura pas de travail les dimanches et les jours de fêtes suivants:

1. Fêtes d'obligation: le jour de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception et le jour de Noël.

2. Fêtes légales: le Vendredi Saint toute la journée, la fête de Dollard (24 mai), la St-Jean-Baptiste (24 juin), la Confédération (1er juillet), la Fête du Travail (premier lundi de septembre), et le jour d'Actions de Grâces (fixé par proclamation).

Dans le cas où l'un des jours de fête spécifiées dans les paragraphes 1 et 2 ci-haut serait un dimanche, le lundi suivant cette fête sera chômé toute la journée.

d. Cependant le travail pourra être prolongé:

- 1. La veille des fêtes chômées jusqu'à 8.00 p.m.
- 2. Le jour du marché Lansdowne de Sherbrooke jusqu'à 8.00 p.m.
- 3. Les six (6) jours précédant la fête de Noël et les deux (2) jours qui précèdent le Jour de l'An —le dimanche n'étant pas compris dans ces deux fêtes—jusqu'à 10.00 p.m.

e. La durée régulière du travail hebdomadaire pour les salariés sera de cinquante-trois (53) heures réparties selon l'horaire prévu au paragraphe "a" du présent article. Cependant, en dehors de ces heures, il sera permis de prendre trois heures supplémentaires par semaine pour le nettoyage mais jamais plus d'une heure le même jour.

f. En dehors des heures de travail spécifiées pour la vente de l'épicerie et de la boucherie, les épiciers licenciés suivront les heures de travail de la Commission des Liqueurs de la Province de Québec, mais ils ne pourront y faire que la vente de la bière.

g. Lors du changement d'heure pour prendre l'heure d'été dite heure avancée, on devra tenir compte de l'avance de l'heure pour le travail dans les établissements présentement visés; on devra également tenir compte du changement d'heure pour le retour à l'heure solaire.

Nonobstant ce qui précède, dans les "restaurants-épicerie" la vente d'épicerie sera totalement prohibée avant et après les heures de travail des épiceries et des boucheries."

3. Que l'article XIV soit remplacé par le suivant:

"XIV. Tout employé embauché ou employé de façon intermittente ou spécialement en plus du personnel régulier, à l'occasion de certaines circonstances ou pour certaines parties de semaine, ou travaillant moins de cinquante-trois (53) heures par semaine, par manque d'ouvrage ou autre raisons, dans l'établissement où ses services

2. That section III be replaced by the following:

III. Working hours in the retail commercial establishments: a. The week's work shall be distributed as follows:

- i. On Monday, Tuesday, Thursday and Saturday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;
- ii. On Wednesday: from 8.00 a.m. to 12.00 (noon).
- iii. On Friday: from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

b. Employers who actually work, wage-earners, including artisans, (as defined in section 1, subsection "j" of the Collective Agreement Act), shall not work outside the working hours hereinabove specified.

c. No work shall be performed on Sundays and the following holidays:

1. Religious holidays, namely: New Year's Day, Epiphany, Ascension, All Saints' Day, Immaculate Conception, Christmas Day.

2. Legal holidays, namely: Good Friday, all day, Dollard Day (May 24th), St. John the Baptist Day (June 24th), Dominion Day (July 1st), Labour Day (first Monday of September), Thanks-giving Day (by proclamation).

Should one of the holidays above mentioned be a Sunday, no work shall be performed on the following Monday.

d. However, additional working hours are allowed on:

- 1. Holiday eves, until 8.00 p.m.;
- 2. Lansdowne weekly market day, until 8.00 p.m.;
- 3. The six (6) days preceding Christmas Day and the two (2) days preceding New Year's Day —Sundays not included in those two holidays—until 10.00 p.m.

e. The total regular duration of labour, in one week, for wage-earners shall be fifty-three (53) hours distributed according to subsection "a" of this section. However, outside these hours, three overtime hours may be taken, each week, for the cleaning, but not more than one hour on the same day.

f. Outside the working hours established for groceries and butcher shops, licensed grocers shall follow the working hours of the Quebec Liquor Commission, but, during such hours, they shall sell beer only.

g. When Daylight Saving Time is enforced, it shall be observed by the establishments hereby governed; Standard Time shall also be observed when it comes into effect.

Notwithstanding the above provisions, in groceries-restaurants the sale of grocery is strictly forbidden before or after the working hours of groceries and butcher shops."

3. That section XIV be replaced by the following:

XIV. Any employees hired or employed intermittently or specially, in excess of the regular staff, on particular circumstances or for some parts of the week, or working less than fifty-three (53) hours in any one week, on account of lack of work or for some other reasons, in the establishment where his service are required, shall be

sont requis, sera considéré comme employé supplémentaire ou surnuméraire et son salaire ne sera pas inférieur aux taux suivants:

	<i>l'heure</i>
Un employé supplémentaire ou surnuméraire.....	0.25
Deux ou plusieurs employés supplémentaires ou surnuméraires.....	0.35

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GERARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 10 octobre 1942. 2173-o

considered as additional or supernumerary employee and paid the following minimum rates:

	<i>Per hour</i>
One additional or supernumerary employee	0.25
Two or more additional or supernumerary employees.....	0.35

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 10, 1942. 2173-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 41

Index of the Quebec Official Gazette, No. 41

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2713

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2713

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Choinière vs Leduc..... 2734

Choinière vs Leduc..... 2734

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

ORDERS IN COUNCIL:

2612—Industrie du fer et bronze ornemental..... 2743

2612—Ornamental iron and bronze industry..... 2743

2495—Concernant l'approbation du règlement numéro 15 de la Commission des Accidents du Travail de Québec..... 2742

2495—Concerning the approval of regulation number 15 of the Quebec Workmen's Compensation Commission..... 2742

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Brown Corporation..... 2735
Montreal Arena Company..... 2735
Thetford Mines, cité de..... 2734
Verdun, cité de..... 2734

Brown Corporation..... 2735
Montreal Arena Company..... 2735
Thetford Mines, City of..... 2734
Verdun, City of..... 2734

CHARTES—ABANDON DE:

CHARTERS—SURRENDER OF:

Argentum Limited..... 2736
St. Lawrence Construction Company Limited..... 2736
The Sphinx Company Limited..... 2736

Argentum Limited..... 2736
St. Lawrence Construction Company Limited..... 2736
The Sphinx Company Limited..... 2736

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE:

DAIRY INDUSTRY COMMISSION:

Ordonnance N° 5-H-42—St-Hyacinthe. 2716
Ordonnance N° 7-H-42—Rivière-du-Loup..... 2717
Ordonnance N° 8-H-42—St-Jean d'Iberville..... 2718
Ordonnance N° 10-H-42—Valleyfield... 2719
Ordonnance N° 14-H-42—Sorel..... 2720
Ordonnance N° 20-H-42—Asbestos..... 2721
Ordonnance N° 22-H-42—Beauharnois. 2722
Ordonnance N° 24-H-42—Bromptonville 2723
Ordonnance N° 25-H-42—Brownsburg. 2723
Ordonnance N° 32-H-42—Windsor Mills 2724
Ordonnance N° 34-H-42—East Angus.. 2725
Ordonnance N° 35-H-42—Granby..... 2727
Ordonnance N° 41-H-42—Magog..... 2727
Ordonnance N° 42-H-42—Marieville... 2728
Ordonnance N° 43-H-42—Montmagny. 2730
Ordonnance N° 46-H-42—Rimouski... 2726
Ordonnance N° 48-H-42—Stanstead... 2729
Ordonnance N° 57-H-42—Victoriaville. 2730

Order No. 5-H-42—St-Hyacinthe..... 2716
Order No. 7-H-42—Rivière-du-Loup... 2717
Order No. 8-H-42—St-Jean d'Iberville. 2718
Order No. 10-H-42—Valleyfield..... 2719
Order No. 14-H-42—Sorel..... 2720
Order No. 20-H-42—Asbestos..... 2721
Order No. 22-H-42—Beauharnois..... 2722
Order No. 24-H-42—Bromptonville... 2723
Order No. 25-H-42—Brownsburg..... 2723
Order No. 32-H-42—Windsor Mills... 2724
Order No. 34-H-42—East Angus..... 2725
Order No. 35-H-42—Granby..... 2727
Order No. 41-H-42—Magog..... 2727
Order No. 42-H-42—Marieville..... 2728
Order No. 43-H-42—Montmagny..... 2730
Order No. 46-H-42—Rimouski..... 2726
Order No. 48-H-42—Stanstead..... 2729
Order No. 57-H-42—Victoriaville..... 2730

Ordonnance N° 64-H-42—Farnham....	2731	Order No. 64-H-42—Farnham.....	2731
Ordonnance N° 68-H-42—Plessisville...	2732	Order No. 68-H-42—Plessisville.....	2732
Ordonnance N° 69-H-42—Arthabaska..	2733	Order No. 69-H-42—Arthabaska.....	2733

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:	COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:		
Realty and Industrial Corporation.....	2736	Realty and Industrial Corporation.....	2736

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:	DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:		
St-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, munic. scol.....	2737	St-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, School munic.....	2737

LETTRES PATENTES:	LETTERS PATENT:		
Ensign Products Inc.....	2714	Ensign Products Inc.....	2714
Syndicat de Plessisville Limitée.....	2715	Syndicat de Plessisville Limitée.....	2715
Victoriaville Specialties Ltd.....	2715	Victoriaville Specialties Ltd.....	2715
Weedon Copper & Pyrite Mines Limited	2715	Weedon Copper & Pyrite Mines Limited	2715
Windsor Realty Co. Inc.....	2716	Windsor Realty Co. Inc.....	2716

MINISTÈRE DU TRAVAIL:	DEPARTMENT OF LABOUR:		
Commerce de détail de la fourrure de Montréal.....	2744	Retail fur trade of Montreal.....	2744
Commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans la cité de Québec.....	2748	Hardware and paint trades in the city of Québec.....	2748
Épiciers-bouchers de Sherbrooke.....	2750	Sherbrooke's grocers and butchers.....	2750
Industrie de la construction du district des Cantons de l'Est.....	2748	Building trade of the Eastern Townships district.....	2748
Industrie de la construction du district des Cantons de l'Est.....	2745	Building trade of the Eastern Townships district.....	2745
Marchands de Magog.....	2746	Merchants of Magog.....	2746
Matériaux de construction.....	2749	Building Materials.....	2749
Métiers de barbier et coiffeur dans les comtés de Joliette, Montcalm, l'Assomption et Berthier.....	2747	Barber and hairdresser trades in the counties of Joliette, Montcalm, l'Assomption and Berthier.....	2747

MINUTES DE NOTAIRES:	NOTARIAL MINUTES:		
Dumont, André.....	2737	Dumont, André.....	2737

NOMINATIONS:	APPOINTMENTS:		
Diverses.....	2737	Miscellaneous.....	2737

ORDRE DE COUR:	RULE OF COURT:		
Blouin vs Chassé.....	2738	Blouin vs Chassé.....	2738

VENTE, LOI DE FAILLITE:	SALE, BANKRUPTCY ACT:		
Marcoux, Théophile.....	2738	Marcoux, Théophile.....	2738

VENTES PAR LES SHÉRIFS:	SHERIFFS' SALES:		
<i>Abitibi:</i>	<i>Abitibi:</i>		
Le procureur général de la province de Québec vs England.....	2739	The Attorney General of the Province of Québec vs England.....	2739

<i>Beauharnois:</i>	<i>Beauharnois:</i>		
Sénécal vs Zerczy.....	2739	Sénécal vs Zerczy.....	2739

<i>Joliette:</i>	<i>Joliette:</i>		
Tremblay vs Héritiers Sinaï Grenier....	2740	Tremblay vs Heirs of Sinaï Grenier....	2740

<i>Montréal:</i>	<i>Montreal:</i>		
Canadian Personal Loan & Finance Co. Inc. vs Dubois.....	2740	Canadian Personal Loan & Finance Co. Inc. vs Dubois.....	2740
Miggins vs Lewis et al.....	2740	Miggins vs Lewis et al.....	2740

Pontiac:

Hill-Clark-Francis Limited vs Arntfield
Gold Mines Limited..... 2741

Pontiac:

Hill-Clark-Francis Limited vs Arntfield
Gold Mines Limited..... 2741

Richelieu:

Forcier vs Brouillard *et al.*..... 2741

Richelieu:

Forcier vs Brouillard *et al.*..... 2741

2182-o

2182-o